



Numéro 2 - juin 2018

Depuis le début 2018, les prix agricoles fléchissent à la production tandis que le prix des intrants s'accroît

■ *Grandes cultures*

En 2017/2018, l'importance de l'offre mondiale et la concurrence internationale pèsent sur les cours des graines

J.-M. Pognat

■ *Grandes cultures*

En 2017/2018, en France et dans l'UE, les exportations de sucre bondissent suite à des productions records de betteraves

T. Champagnol

■ *Fruits*

La faiblesse des récoltes dans l'UE favorise les exportations françaises et la hausse des cours de la pomme

L. Bernadette

■ *Animaux de boucherie*

En 2017, le dynamisme des exportations françaises de viande porcine vers l'Italie ne compense qu'en partie la contraction de la demande chinoise

C. Ugliera

■ *Animaux de boucherie*

En 2017, léger repli de la production ovine

M.-A. Lapuyade



Éditorial

Depuis le début 2018, les prix agricoles fléchissent à la production tandis que le prix des intrants s'accroît

A l'exception du mois d'avril en léger déficit, les précipitations ont été largement excédentaires sur les cinq premiers mois de 2018, retardant parfois les semis de printemps et affectant la floraison des cultures d'hiver d'oléagineux et des variétés précoces de fruits. Au 1^{er} juin 2018, l'indice d'humidité des sols est excédentaire dans la quasi-totalité des régions sauf dans le Finistère. Succédant à une vague de froid et de gel en février, et des températures légèrement en dessous des normales en mars, le climat s'est réchauffé en avril et mai avec toutefois de forts contrastes en cours de mois (*Infos rapides Climatologie, juin 2018*). En ce début de campagne, la pousse d'herbe est supérieure à celle de la période de référence (1982-2009) dans la majorité des régions fourragères mais reste déficitaire dans les régions les plus montagneuses (*Infos rapides Prairies, mai 2018*).

En 2018, les surfaces consacrées aux céréales et aux protéagineux diminueraient (resp. - 0,9 % et - 4,5 %) tandis que celles d'oléagineux augmenteraient (+ 3 %) selon les estimations du SSP établies au 1^{er} juin (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, juin 2018*). Le colza d'hiver est le principal contributeur à la hausse des emblavements d'oléagineux. Sa floraison a toutefois souffert des intempéries en mars et ses rendements reculeraient (- 9 %). La sole de maïs grain resterait à un niveau historiquement faible. Malgré des prix bas, les agriculteurs développeraient les surfaces de pommes de terre de conservation et demi-saison. La demande soutenue de la part de l'industrie de transformation et l'alternative que représentait cette culture par rapport aux prix bas des céréales et des betteraves expliquent ce choix. En 2017/2018, les productions betteravière et sucrière atteignent des niveaux record en France et dans l'UE. Ils s'expliquent non seulement par la hausse des surfaces dans un contexte de première campagne sans quotas mais aussi par des rendements élevés. Avec la suppression également des limitations à l'exportation, les ventes vers les pays tiers et certains pays déficitaires du sud de l'UE s'accroissent, permettant aux pays excédentaires comme la France de valoriser la hausse de leurs productions. Face à l'abondance mondiale, les cours du sucre s'effondrent depuis octobre

2017 (*En 2017/2018, en France et dans l'UE, les productions records de betteraves et de sucre rendent possible un bond des exportations vers les pays-tiers et une reconquête du marché intérieur, dans un contexte de chute des prix du sucre, Grandes cultures n° 2018/326, juin 2018*).

Les conditions de développement des cultures de céréales et d'oléoprotéagineux restent dans l'ensemble bonnes mais la poursuite des pluies pourrait accroître la pression parasitaire et perturber le cycle végétatif. Le marché mondial des céréales reste dominé par les fortes disponibilités en blé en mer Noire, qui pèsent sur les prix du blé. Toutefois, les inquiétudes climatiques sur le continent américain favorisent le redressement des cours mondiaux. Dans ce contexte favorable, les prix français bénéficient également d'un certain dynamisme des exportations françaises de blé même si celles vers l'UE restent en deçà des niveaux des dernières campagnes. En conséquence, les cours des céréales françaises, mieux orientés depuis le début 2018 se hissent quasiment au niveau des cours de 2017 tout en demeurant bas. Les prix des oléagineux reculent sur un an dans un contexte de stocks mondiaux importants, de prix des huiles déprimés et de quelques inquiétudes météo sur le colza en France et plus largement en Europe centrale (*En 2017/2018, l'importance de l'offre mondiale et la concurrence internationale pèsent sur les cours des graines, Grandes cultures n° 2018/327, juin 2018*).

En avril 2018, les prix de l'ensemble des légumes, toujours proches de la moyenne 2013-2017, se stabilisent également sur un an : d'un côté, des cours déprimés sous l'effet d'une demande ralentie par les épisodes de fraîcheur en première partie de mois (tomate), de l'autre, des prix redynamisés par des offres plutôt limitées et une consommation relancée par le réchauffement des températures en fin de mois (concombre, asperge) (*Infos rapides légumes, mai 2018*).

Depuis le début de l'année, les cours des fruits sont globalement fermes, grâce aux cours des pommes, des kiwis et des fraises. Depuis le début de campagne, les

prix des pommes restent fermes, soutenus par la faiblesse des récoltes de pommes dans l'UE en raison du gel du printemps 2017. Ce recul favorise le redressement des exportations françaises vers l'UE. À l'inverse, les volumes continuent de reculer vers les pays tiers. L'excédent commercial s'améliore en volume sur un an tout en se situant sous la moyenne des cinq dernières campagnes. Les prix bénéficient de la demande de l'industrie pour la transformation, en mal de matière première depuis le début de campagne. À partir du début 2018, les cours sont en outre soutenus par une demande intérieure ferme, stimulée par les divers épisodes de froid, favorables à la consommation des fruits d'hiver (*La faiblesse des récoltes dans l'UE favorise les exportations françaises et la hausse des cours, Fruits n° 2018/323, avril 2018*). Dans ce contexte, fin avril 2018, le stock français de pommes est inférieur de 18 % à celui de fin avril 2017 et de 14 % à la moyenne 2013-2017 (*Infos rapides Stocks Pommes-Poires, mai 2018*). Les cours des fraises bénéficient de volumes limités en début de campagne dus au retard végétatif provoqué par les gelées de février et mars. Leur production est toutefois estimée en augmentation sur un an et par rapport à la moyenne 2013-2017. En revanche, les récoltes 2018 de pêches et d'abricots pourraient se contracter fortement au niveau national sur un an et par rapport à la moyenne 2013-2017. Elles pâtiraient des intempéries ayant affecté les variétés à floraison précoce (Paca en particulier). À cela s'ajouterait pour la pêche, un repli assez net des surfaces par rapport à la moyenne sur cinq ans (*Infos rapides fruits, mai 2018*).

En cumul sur le premier trimestre 2018, les abattages des animaux de boucherie s'accroissent sur un an, mis à part ceux d'ovins (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins, juin 2018*). Les cours s'établissent nettement en dessous de ceux de 2017 pour les porcins, tandis qu'ils stagnent pour les gros bovins et augmentent pour les ovins. Les prix des gros bovins pâtissent d'une hausse des abattages de vaches, ceux d'animaux mâles se repliant plutôt sur la période. Le marché du brouillard est toujours tiré par le manque d'animaux dans les exploitations et des échanges dynamiques avec l'Italie.

Sur les quatre premiers mois de 2018, les abattages français de porcins sont en hausse sur un an. Les exportations françaises augmentent mais souffrent de la concurrence américaine sur le marché asiatique. Sur le plan intérieur, la consommation des ménages peine à s'activer avec une météo changeante. Avec des disponibilités européennes également importantes et une demande atone (sauf en Espagne), les cours européens reculent, tirant les prix français à la baisse, bien en deçà de ceux de 2017 et de la référence allemande ou espagnole. En 2017, les cours avaient progressé dans l'UE, malgré un retournement à partir d'août en raison d'un ralentissement de la demande chinoise (*En 2017, le dynamisme des exportations françaises de viande porcine vers l'Italie ne compense qu'en partie la contraction de la demande chinoise, Animaux de boucherie n° 2018/325, mai 2018*).

Après leur hausse à l'approche de la fête de Pâques, les cours des ovins entament leur baisse saisonnière. Ils restent toutefois supérieurs à ceux plutôt bas de 2017, soutenus par le manque d'offre dans les exploitations, malgré l'accroissement des importations d'ovins sur les trois premiers mois de 2018. En 2017, les abattages se sont contractés à nouveau après le rebond de 2016. Ce recul s'inscrit dans la tendance à la baisse constatée depuis 2000 et s'explique par le recul structurel du cheptel. La demande intérieure de viande ovine continue de se réduire tandis que les importations se stabilisent. Avec une hausse des exportations sur la même période, le déficit commercial de viande se réduit légèrement. Malgré un repli marqué en début d'année, les cours se sont accrus sur un an (*En 2017, léger repli de la production ovine, Animaux de boucherie n° 2018/324, mai 2018*).

Sur les quatre premiers mois de 2018, les abattages de volaille de chair sont en progression, en particulier ceux de poulets et de canards à gaver. La filière des palmipèdes gras se redresse peu à peu avec des mises en place en augmentation depuis le début de l'année. Pour autant, les abattages n'ont toujours pas retrouvé leur niveau moyen 2013-2016. Les cours de l'ensemble des volailles sont en deçà de 2017 et des cours moyens. Malgré l'amélioration en février, le déficit commercial global de viande et préparations de volailles se creuse sur les trois premiers mois de 2018 à la suite de la baisse des exportations et de la hausse des importations. Les prix des œufs retrouvent des niveaux plus habituels mais demeurent supérieurs à ceux de 2017 et surtout à la moyenne des cinq dernières années (*Infos rapides Aviculture, juin 2018*).

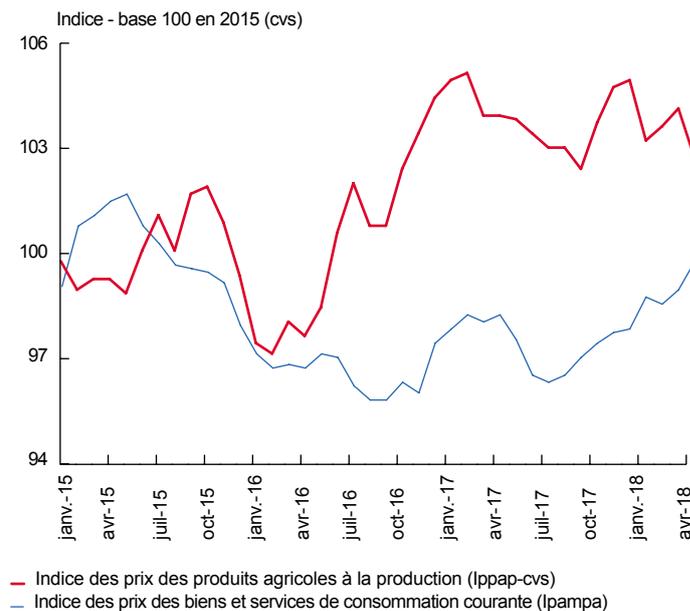
En mars 2018, la collecte française de lait de vache est stable après les hausses de début d'année, les conditions climatiques du début d'année ayant retardé la pousse de l'herbe et le retour des vaches dans les pâturages. L'offre mondiale continue de progresser malgré quelques signes de ralentissement en Nouvelle-Zélande dû aux aléas climatiques. En parallèle, la demande mondiale en produits laitiers reste soutenue. Sur un marché toujours tendu, les prix du beurre continuent d'augmenter en Europe sur un an tandis que ceux de la poudre de lait se raffermissent légèrement grâce à la demande internationale, tout en demeurant bas. Les fabrications françaises de matières grasses se redressent au 1^{er} trimestre 2018. Depuis le début 2018, la baisse des prix français du lait se poursuit. En avril, les cours ne sont plus que légèrement au-dessus de ceux d'avril 2017 (*Infos rapides Lait, mai 2018*).

Depuis le début de l'année 2018, les cours de l'ensemble des produits agricoles à la production s'établissent en deçà de ceux de 2017. Ils sont ainsi à leur plus bas niveau depuis octobre 2016 sous l'effet du recul des prix des grandes cultures (sauf céréales) et des porcins. En même temps, les prix à la consommation des biens alimentaires augmentent sur un an. Les prix des légumes comme de la viande de porc ne répercutent pas les baisses des cours à la production (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, mai 2018*).

En hausse depuis le début de l'année, le coût des intrants s'accroît également sur les quatre premiers mois de 2018 par rapport à la même période de 2017. Le coût de l'énergie et des lubrifiants croît tandis que les prix des engrais et des aliments pour animaux continuent de se replier sur un an. Sur les trois premiers mois de 2018, la production d'aliments composés repart légèrement en hausse sur un an après une année 2017 en repli modéré. Cela provient de l'augmentation des aliments pour porcins dans un contexte de hausse du cheptel et surtout pour volailles, avec le redressement progressif de la production de canards (*Infos rapides Coûts de production, mai 2018*).

En mars 2018, l'excédent agroalimentaire s'accroît sur un an sous l'effet d'un repli des importations plus important que celui des exportations. L'amélioration est toutefois moins marquée qu'au mois précédent. Le solde des échanges de produits bruts est excédentaire pour le troisième mois consécutif ; les importations de légumes et d'oléagineux diminuent tandis que les ventes, notamment de céréales, sont dynamiques. L'excédent en produits transformés augmente également, la hausse avec les pays tiers compensant la détérioration des échanges avec l'UE (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, mai 2018*).

Depuis le début 2018, le ciseau des prix entre les cours des produits agricoles à la production et le coût des moyens de production se resserre



Source : Insee, Agreste



En 2017/2018, l'importance de l'offre mondiale et la concurrence internationale pèsent sur les cours des graines

En 2017/2018, l'abondance et la qualité des récoltes céréalières des pays de la Mer Noire continuent de peser sur les cours mondiaux malgré une consommation record. La concurrence internationale induite par cette offre limite les exportations françaises vers les pays tiers et maintient les prix en France à un niveau bas malgré la qualité du blé. Depuis le début de la campagne 2017/2018, la parité euro-dollar a en outre plutôt joué en défaveur de la compétitivité française. Si une légère reprise des prix est perceptible sur la fin de campagne 2017/2018, ces derniers resteront en moyenne inférieurs à ceux, déjà bas, de la campagne précédente. Pour la prochaine campagne 2018/2019, les stocks mondiaux de blé se réduiraient pour la première fois en cinq ans. Les cours du colza et du tournesol sur le marché français sont eux aussi particulièrement bas mais bénéficient de hausses plus marquées que pour les céréales depuis le début de l'année 2018.

En 2017/2018, une offre mondiale de céréales record

Pour la campagne 2017/2018, la production mondiale de céréales s'établit à 2 093 millions de tonnes (Mt) selon les dernières estimations du CIC (Conseil international des céréales), soit 47 Mt de moins que pour la campagne 2016/2017. En tenant compte des stocks élevés de début de campagne, les disponibilités mondiales toutes céréales confondues affichent un niveau record à 2 719 Mt. La consommation atteint un nouveau pic à 2 108 Mt (+ 29 Mt). En conséquence, les stocks de fin de campagne se réduisent à 611 Mt (- 15 Mt), soit la première baisse depuis cinq ans. Pour la prochaine campagne 2018/2019, la production diminuerait légèrement (- 5 Mt) tandis que les stocks seraient en recul beaucoup plus important (- 51 Mt) selon le CIC.

En France, le rebond de la récolte de blé tendre favorise la reprise des exportations lors de la campagne 2017/2018

En 2017/2018, la production mondiale de blé enregistre un nouveau pic à 758 Mt, selon le CIC, dépassant de 4 Mt le niveau déjà record de la campagne précédente. La consommation mondiale atteint 740 millions de tonnes, en hausse de 4 Mt. À la fin de la campagne 2017/2018, les stocks mondiaux de blé sont estimés en hausse pour la cinquième année consécutive, à 263 Mt (+ 18 Mt sur un an). Pour 2018/2019, le CIC anticipe une baisse de 19 Mt de la production mondiale de blé ainsi qu'une hausse de la consommation de 5 Mt à 745 Mt. Les stocks se contracteraient ainsi de 6 Mt, à 257 Mt. En Russie, la récolte approcherait 85 Mt, lui permettant

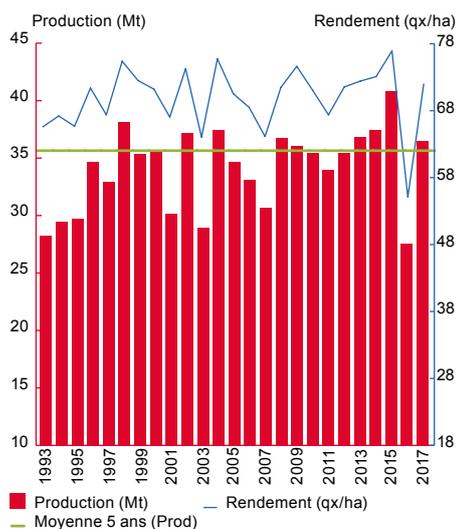
d'exporter plus de 39 Mt, confirmant ainsi sa place de 1^{er} exportateur mondial de blé, notamment à destination du marché égyptien.

En 2017, la production française de blé tendre se redresse très nettement, à 36,6 Mt contre 27,6 Mt en 2016 (*graphique 1*). Elle augmente ainsi d'un tiers par rapport à la faible récolte de 2016 mais de seulement 2,5 % par rapport à la moyenne 2012-2016 (35,7 Mt).

La mauvaise récolte de 2016, combinée à l'abondance de l'offre mondiale, avait fait chuter les exportations françaises de blé lors de la campagne 2016/2017 (11,3 Mt contre 19 à 20 Mt lors des campagnes précédentes), particulièrement à destination des pays tiers. Le bon niveau de la récolte en 2017 et sa qualité favorisent un redémarrage des exportations vers les pays tiers :

Graphique 1

En 2017, redressement de la production et des rendements de blé tendre en France

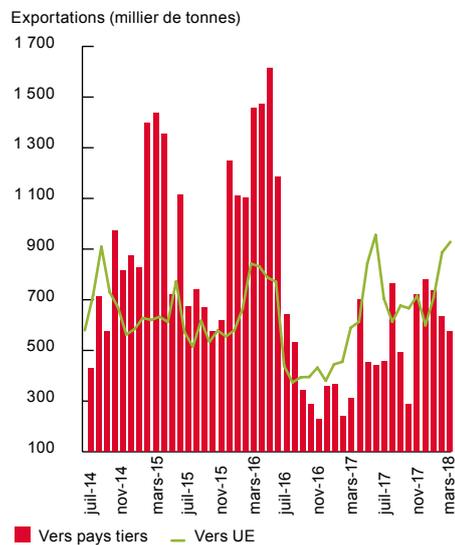


Source : Agreste

de juillet 2017 à mars 2018, celles-ci atteignent 5,5 Mt contre 3,3 Mt sur les neuf premiers mois de la campagne 2016/2017. Pour autant, le niveau des exportations vers les pays tiers en 2017/2018 reste sensiblement inférieur à celui atteint en 2014/2015 et 2015/2016 (graphique 2). La forte concurrence des blés russes, notamment sur les destinations du bassin méditerranéen (hors Algérie) limite en effet la performance des blés français.

Graphique 2

Rebond sur un an des exportations françaises de blé tendre



Source : DGDDI

En revanche, les exportations vers l'UE augmentent très fortement par rapport aux trois dernières campagnes, s'élevant à 6,5 Mt sur neuf mois en 2017/2018, contre 3,9 Mt en 2016/2017 et moins de 6 Mt en 2014/2015 et 2015/2016. Les récoltes moyennes de blé dans le nord de l'UE et la baisse de la production dans le sud de l'UE ont en effet ouvert des débouchés supplémentaires pour le blé français.

Les utilisations de blé pour la fabrication d'aliments composés, à un haut niveau depuis 2015/2016, continuent d'augmenter en 2017/2018, à 5,6 Mt (5,4 Mt en 2016/2017). Au total, les disponibilités en blé s'accroissant moins que les utilisations, le stock français en fin de campagne 2017/2018 recule à 2,5 Mt contre 2,9 Mt au 30 juin 2017, selon FranceAgriMer. Il retrouve ainsi un niveau inférieur à la moyenne des cinq dernières campagnes (2,9 Mt).

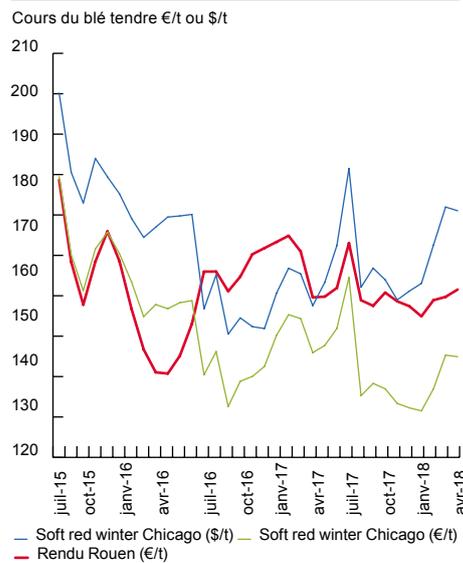
En dépit d'une légère remontée depuis janvier 2018, les cours du blé tendre se maintiennent à un niveau bas

Hormis en juillet 2017 et mai 2018, les prix mondiaux du blé tendre pour la campagne 2017/2018 sont inférieurs à ceux de la campagne 2016/2017. En août 2017, la confirmation d'une récolte pléthorique et de bonne qualité dans la zone Mer Noire provoque une forte baisse des cours mondiaux (158 \$/t). Ce niveau de prix perdure jusqu'en janvier 2018, date à laquelle une remontée s'amorce, sous l'effet des inquiétudes liées à la météo, notamment aux États-Unis. L'appréciation de l'euro face au dollar (1,23 € pour 1 \$ en avril 2018 contre moins de 1,07 un an plus tôt) limite toutefois fortement la transmission de cette hausse aux cours exprimés en euros. Outre des conditions de semis moins bonnes que l'an dernier aux États-Unis, en Australie et en Mer Noire, la hausse de la consommation prévue par le CIC pour la prochaine campagne contribue également à la hausse des cours du blé tendre, malgré des stocks mondiaux importants.

En France, les prix du blé tendre rendu Rouen (en €/t) évoluent comme les

Graphique 3

Redressement des cours du blé tendre depuis janvier 2018



Source : La Dépêche, FranceAgriMer

cours mondiaux mais les évolutions sont moins marquées (graphique 3). Depuis la baisse d'août 2017, les prix stagnent à un niveau plutôt bas entre 151 et 155 €/t. Une reprise semble toutefois se confirmer depuis mars 2018. En mai 2018, les prix français sont tirés vers le haut par le contexte mondial, un change plus favorable à l'euro et par de bonnes perspectives à l'exportation.

La baisse de la production mondiale ne suffit pas à redresser les cours du blé dur

En 2017/2018, la production mondiale recule d'environ 8 %, sous l'effet de la contraction de la production canadienne (- 36 %) pénalisée par la sécheresse en Amérique du Nord. Les stocks mondiaux devraient stagner en fin de campagne à 8,9 Mt, selon le CIC. Pour la prochaine campagne 2018/2019, la production de blé dur se stabiliserait avec toutefois une incertitude assez forte quant aux surfaces réellement développées aux États-Unis, l'USDA prévoyant une chute de 13 % de celles-ci.

En France, la campagne 2017-2018 est marquée par un rendement record en blé dur et une qualité de grains au rendez-vous. La baisse d'environ 8 % des surfaces s'accompagne d'une hausse de 33 % des rendements après une récolte 2016 catastrophique. En début de campagne, le cours du blé

dur rendu Port-La-Nouvelle était de 245 €/t pour baisser ensuite à 225 €/t fin novembre 2017. Début janvier 2018, les cours tombent à 215 €/t, puis passent sous les 200 €/t. Sur les dix premiers mois de la campagne, le cours moyen affiche 216 €/t contre 227 €/t sur la même période de la campagne précédente.

La production française de maïs en 2017/2018 inférieure à la moyenne 2012/2016 malgré un rendement record

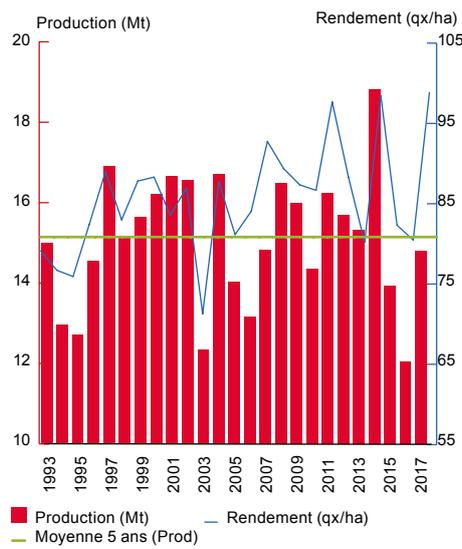
En 2017/2018, la production mondiale de maïs atteint 1 046 Mt, en baisse de 42 Mt par rapport à la campagne 2016/2017 selon le CIC. La récolte fléchit de 29 Mt au Brésil et de 13 Mt aux États-Unis. La consommation augmente de 31 Mt, s'établissant à 1 075 Mt, en grande partie grâce à la poursuite de la hausse des utilisations en alimentation animale. Tout au long de la campagne 2017/2018, les cours mondiaux du maïs ont été inférieurs à ceux de la campagne précédente.

Pour la prochaine campagne, la production mondiale augmenterait de 8 Mt selon le CIC. La consommation progresserait de 24 Mt, soutenue en particulier par l'alimentation animale. En dépit d'un repli des stocks de fin de campagne en 2017/2018, à 307 Mt (- 29 Mt sur un an) et possiblement en 2018/2019, du fait des nouvelles mesures prises par la Chine pour réduire les réserves de l'État (baisse attendue de 45 Mt en 2018/2019), les stocks mondiaux de maïs demeureraient élevés.

Malgré une baisse des surfaces de 0,5 %, la récolte française 2017 de maïs grain (y compris semences et maïs grain humide) se redresse nettement par rapport à 2016, à 14,5 Mt (+ 22%). Elle bénéficie en effet de rendements record à 101 q/ha (graphique 4). Néanmoins, le volume de la récolte reste inférieur à la moyenne sur cinq ans de 14,9 Mt, en raison de la faiblesse historique des surfaces de maïs (1,44 M ha) depuis deux campagnes.

La faiblesse des cours du maïs pourrait expliquer le recul des emblavements. En moyenne sur les dix premiers mois de 2018, la tonne

Graphique 4 Rendement record pour le maïs français



Source : Agreste

de maïs Fob Bordeaux s'élève à 148 € contre 159 € un an plus tôt. De plus l'écart de prix entre le maïs et le blé (en défaveur du maïs) s'est accru entre 2016/2017 et 2017/2018, passant de 4 €/t en moyenne à 8 €/t (graphique 5). Toutefois, depuis février 2018, les prix remontent d'environ 10 €/t, conséquence de la baisse attendue des récoltes en Amérique du Sud et d'une sole de maïs au plus bas depuis 2015 aux États-Unis.

Graphique 5 Lors de la campagne 2017-2018, les écarts de prix entre blé et maïs s'accroissent



Source : La Dépêche

Malgré la hausse de la production et de la collecte de maïs grain, les

utilisations en alimentation animale, concurrencées par le blé tendre, restent relativement peu importantes, à 2,5 Mt en 2017/2018, contre plus de 3 Mt en moyenne entre les campagnes 2012/2013 et 2015/2016. De même, les exportations de maïs vers l'UE, tout en progressant, restent en deçà du niveau des campagnes précédentes (hormis celle de 2016/2017). De ce fait, au 30 juin 2018, les stocks de maïs sur le marché sont estimés à 2,8 Mt, selon FranceAgriMer, en hausse par rapport à 2017 (2,0 Mt) et à la moyenne des cinq dernières campagnes (2,5 Mt).

En début d'année 2018 : les cours du colza sont orientés à la baisse tandis que ceux du tournesol se redressent légèrement

En 2017/2018, la production mondiale de colza est estimée en hausse (74 Mt contre 71 Mt un an plus tôt) d'après l'USDA. L'UE et le Canada sont les deux principaux producteurs mondiaux, avec 22 Mt chacun. Depuis 2010, le Canada enregistre une expansion de ses surfaces et de sa production. Malgré une consommation record de graines, soutenue par l'industrie de la trituration, le stock mondial est prévu en augmentation, grim pant de 1 Mt à 6,5 Mt. Lors de la prochaine campagne, les surfaces continueraient à augmenter dans le monde, entraînant une hausse de la production de 1,5 %. Les stocks seraient inchangés.

En 2017, la production française de colza s'élève à 5,4 Mt, en forte hausse par rapport à 2016 (+ 14%). Du fait d'une baisse d'activité de la trituration, les utilisations intérieures sont en léger retrait tandis que les exportations retrouvent un niveau plus habituel, proche de 1,6 Mt.

Après une quasi-stagnation jusqu'en décembre 2017, les cours repartent à la baisse ; de janvier à avril 2018, les cours des graines de colza rendu Rouen fléchissent en moyenne de près de 18 %, passant de 408 €/t en 2017 à 336 €/t en 2018 (graphique 6). Le repli des prix des huiles de colza pèse sur les cours de la graine.

En 2017/2018, la production mondiale de tournesol stagnerait à 47,2 Mt selon

Graphique 6

Baisse tendancielle des cours des oléagineux depuis début 2017



Source : La Dépêche

l'USDA, après 47,8 Mt en 2016/2017. La récolte a été importante en Ukraine et en Russie. En 2017/2018, la consommation dépasserait la production mondiale et les stocks se réduiraient de nouveau.

La récolte française de tournesol atteint 1,62 Mt grâce à un rendement moyen record. Le maintien d'un flux

d'importations inchangé par rapport à la campagne précédente (0,5 Mt) conduit à une forte augmentation des disponibilités, que les besoins de la trituration (1,3 Mt) et les exportations (0,38 Mt), malgré leur croissance, ne suffisent pas à absorber. Le stock de report en fin de campagne serait donc le plus élevé depuis dix ans, exerçant une pression à la baisse sur les cours. La tonne de tournesol rendu Bordeaux passe ainsi de 355 € en avril 2017 à 309 € en janvier 2018, avant de remonter légèrement et d'atteindre 315 € en avril 2018.

Les cours du soja en légère reprise en 2018

En 2017/2018, la production mondiale de soja se replie à peine, à 336 Mt selon le CIC, s'affichant comme la deuxième meilleure récolte mondiale jamais enregistrée. La consommation augmente de 11 Mt, à 346 Mt. Les stocks reculent à 39 Mt, soit - 9 Mt. Le repli de la production est essentiellement dû à l'effondrement de la production en Argentine qui se contracte de 17 Mt pour s'établir à 38 Mt du fait de conditions météorologiques difficiles. Les récoltes des autres principaux producteurs progressent légèrement (+ 3 Mt aux États-Unis et + 2 Mt au Brésil) mais ne peuvent compenser le repli argentin.

En 2018/2019, la production mondiale augmenterait de 16 Mt et la consommation de 11 Mt, les stocks étant quasiment inchangés. Des incertitudes planent toutefois sur ces prévisions du fait des menaces chinoises d'imposer de fortes taxes à l'importation (25 %) qui toucheraient particulièrement le soja américain, en lien avec les taxes américaines sur les importations d'acier.

Sur les quatre premiers mois de 2018, les cours des graines de soja à la Bourse de Chicago fléchissent en moyenne de près de 13 %, passant de 347 €/t en 2017 à 304 €/t en 2018. Depuis le mois de janvier 2018, les cours se raffermissent (+ 19 €/t de janvier à avril en moyenne). Cette hausse s'explique principalement par le recul de la récolte en Argentine. Les craintes quant à la disponibilité en tourteaux de soja dont l'Argentine est le premier exportateur mondial poussent les prix vers le haut. Par ailleurs, la moindre qualité de la graine américaine (teneur en protéine au plus bas depuis 30 ans), conjuguée à un réal brésilien compétitif face au dollar, contribue à augmenter les prix à l'exportation.

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Les données de production française proviennent de la SAA provisoire, le chiffre définitif sera publié en fin d'année.
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission Européenne/DG-Agri.
- Les bilans français provisoires et prévisionnels sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et <https://apps.fas.usda.gov/psdonline/app/index.html#/app/downloads>
- Les données sur le Canada proviennent de StatCan : <http://www.statcan.gc.ca/>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La dépêche / Le petit meunier.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
 - dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures
- Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :
- « En 2018, les surfaces de maïs et de tournesol resteraient à un niveau historiquement faible, tandis que celles de betteraves se maintiendraient à un niveau élevé, malgré le retard des semis », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n°3/10, mai 2018
 - « Légère baisse des surfaces de céréales à paille en 2018 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n°2/10, avril 2018
 - Les cours des céréales en France résistent lors de la campagne 2016/2017 malgré l'abondance mondiale, synthèse Grandes cultures, n° 2017/309 juin 2017



En 2017/2018, en France et dans l'UE, les exportations de sucre bondissent suite à des productions records de betteraves

En 2017/2018, les productions betteravières et sucrières atteignent des niveaux records en France et dans l'UE, suite à la fin des quotas sucriers. Cette croissance permet un bond remarquable des exportations de sucre vers les pays tiers, en particulier les pays du pourtour méditerranéen. Parallèlement à la baisse des importations de sucre brut, elle favorise également les ventes aux pays déficitaires du sud de l'UE permettant aux pays excédentaires, dont la France, d'écouler leurs surplus. Malgré la croissance des débouchés, tant intérieurs qu'à l'exportation, les prix du sucre européen chutent depuis octobre 2017, en raison d'une production mondiale record et d'une interdépendance plus grande des marchés européens et mondiaux.

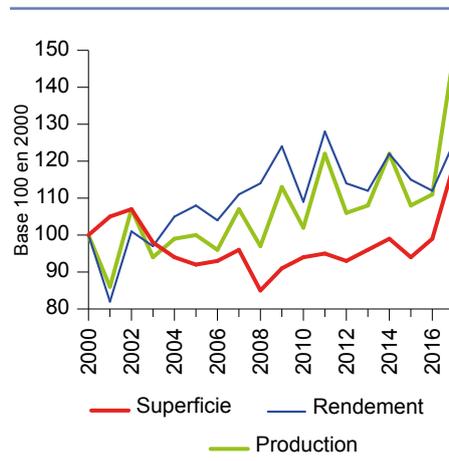
En 2017/2018, une production betteravière et sucrière record en France et dans l'UE

En 2017, la fin du régime des quotas sucriers au 1^{er} octobre s'est accompagnée d'une forte expansion des surfaces betteravières en France (+ 20 %) et dans l'UE (+ 17 %). En dépit d'un épisode caniculaire en juin, les cultures se sont développées dans de bonnes conditions en France. Le rendement betteravier moyen atteint 95,1 t/ha (à 16°), soit le deuxième plus élevé après celui de 2011 (96,9 t/ha). De cette progression conjuguée des surfaces et des rendements résulte un bond de plus d'un tiers de la récolte betteravière, à 46,3 Mt (contre 34,6 Mt en 2016) (graphique 1). La production de sucre de betterave évolue de façon comparable, de 4,1 Mt à 6,1 Mt (+ 47 %), tandis que la production de sucre de canne dans les Dom recule, les champs de canne à sucre en Guadeloupe ayant souffert du cyclone Maria en septembre 2017.

La France est le premier producteur en Europe. Portée par l'augmentation des surfaces dans la quasi-totalité des pays, la production de sucre 2017/2018 (y compris les sirops pour la production d'éthanol et pour les industries chimiques et

pharmaceutiques) est également en nette hausse dans le reste de l'UE en particulier dans les principaux pays producteurs (Allemagne, Pologne, Royaume-Uni et Pays-Bas). Elle est estimée à 20,7 Mt (contre 16,3 Mt en 2016/2017) (tableau 1).

Graphique 1
En 2017, hausse de la production de betteraves



Source : Agrreste - SAA

Campagne 2017/2018 : forte hausse des exportations françaises de sucre vers les pays tiers

Conséquence de la fin des quotas sucriers et des prix minimaux garantis, la limitation des exportations de l'UE, fixée antérieurement à 1,4 Mt, est supprimée. Sur les six premiers mois de la campagne 2017/2018, les exportations de l'UE sont ainsi multipliées par plus de trois, à 1,85 Mt contre 0,5 Mt en 2016/2017. Sur la même période, les exportations françaises de sucre en l'état (on distingue ainsi le sucre de celui sous forme de produits transformés) s'accroissent de manière comparable, passant de 0,15 Mt à 0,53 Mt. Les

Tableau 1

En 2017, nette augmentation de la production « fraîche » européenne de sucre de betterave

	2017	2016	2017/2016
	(Mt de sucre blanc)		(%)
France	6,10	4,13	+ 47
Allemagne	4,90	3,57	+ 37
Pologne	2,31	1,96	+ 18
Royaume-Uni	1,40	0,92	+ 53
Pays-Bas	1,33	0,87	+ 52
UEBL*	0,97	0,73	+ 33
République tchèque	0,66	0,59	+ 10
Espagne	0,57	0,47	+ 21
Autriche	0,47	0,49	- 4
Danemark	0,40	0,40	- 1
Autres pays	1,64	2,15	- 24
Total UE à 28	20,73	16,28	+ 27

* UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise.

Sources : CE, FranceAgriMer

principales destinations concernées par cette hausse sont les pays du pourtour méditerranéen (Égypte, Syrie, Israël, Liban, Lybie), la Mauritanie et les pays d'Afrique subsaharienne (Cameroun).

Les exportations s'accroissent également vers les pays déficitaires du sud de l'UE

Sur les six premiers mois de la campagne 2017-2018, les exportations françaises de sucre vers l'UE augmentent sensiblement en volume (+ 43 %). Sur l'ensemble de la campagne, les quantités de sucre exportées par la France augmenteraient de 65 % selon FranceAgriMer. Une partie de la hausse sur les six premiers mois pourrait correspondre à du transit *via* Anvers et Rotterdam vers d'autres destinations (dont les pays tiers). La plus grande part correspond toutefois à un accroissement des livraisons vers certains pays du sud de l'Europe (Espagne, Italie, Grèce), structurellement déficitaires et qui auparavant couvraient une partie de leurs besoins à partir de sucre brut importé et raffiné sur place. Or les importations européennes de sucre destiné au raffinage ont chuté de moitié depuis octobre 2017 (de 1,4 Mt à 0,7 Mt), les prix du sucre sur le marché européen n'étant plus

suffisamment attractifs pour couvrir les coûts de production, de fret et de raffinage de sucre brut en provenance des anciens pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et PMA (Pays les moins avancés).

Hors flux de transit, il y a peu ou pas de progression des débouchés vers le Nord et l'Est de l'UE, en raison de la hausse de la production aux Pays-Bas, en Allemagne et en Pologne, mais également du fait de la légère hausse de la production d'isoglucose, qui concurrence le sucre dans les industries alimentaires.

Tableau 2

En 2017/2018, hausse des ressources et des utilisations en sucre dans l'UE

	2017/2018 (prév.)	2016/2017 ¹	Évolution
	(Mt de sucre blanc)		(%)
Stock début	2,19	1,00	+ 119
Production	20,97	17,76	+ 18
Importations ²	1,76	3,04	- 42
Total ressources	24,91	21,80	+ 14
Marché intérieur	17,65	16,62	+ 6
Exportations ²	4,80	2,99	+ 60
Total utilisations	22,45	19,61	+ 14
Stock final	2,46	2,19	+ 12

1. Pour la campagne 2016/2017, les volumes de sucre du quota et du hors quota ont été cumulés.

2. Les flux commerciaux comprennent le sucre en l'état et le sucre sous forme de produits transformés.

Sources : CE, FranceAgriMer

Sur les six premiers mois de campagne, la baisse des prix du sucre limite toutefois l'augmentation en valeur des exportations (+ 36 %).

Malgré des débouchés également plus importants sur le marché intérieur européen, les prix du sucre chutent depuis octobre 2017 dans l'UE

Selon le bilan UE prévisionnel 2017/2018 publié par FranceAgriMer, la consommation intérieure de sucre progresserait de 1 Mt dans l'UE, notamment du fait des utilisations industrielles non alimentaires (distilleries). La part de cette consommation couverte par la production intérieure de sucre de betterave augmenterait fortement, compte tenu de la baisse des importations (- 1,3 Mt, avec une chute de 2,5 Mt en 2016/2017 à 1,2 Mt en 2017/2018 pour le sucre brut pour raffinage). Les exportations de l'UE augmenteraient nettement (+ 1,8 Mt, pour l'essentiel sous la forme de sucre en l'état dont les volumes exportés sont estimés à 3,2 Mt contre 1,4 Mt en 2016/2017). Cette augmentation des utilisations (+ 2,8 Mt), conjuguée à la baisse des importations (- 1,3 Mt) absorberait la hausse de la production européenne (+ 3,2 Mt) et serait aussi permise par la disponibilité de stocks de début de campagne plus élevés (+ 1,2 Mt en 2017/2018 par rapport à 2016/2017). En fin de campagne, le niveau des stocks s'accroîtrait légèrement (+ 0,3 Mt) (tableau 2).

En France, malgré la forte hausse de la production, les importations ne diminueraient que modérément selon le bilan prévisionnel de FranceAgriMer. Les utilisations de sucre pour le marché intérieur augmenteraient de 0,4 Mt mais l'incertitude est plus forte que sur les autres postes du bilan sachant que le suivi du marché post-quotas ne permet plus de distinguer les quantités de sucre destinées à la production d'éthanol ou d'autres usages non alimentaires (levures...). Les exportations de sucre en l'état sont prévues à 3,6 Mt (contre 2,2 Mt en 2016/2017). La baisse actuelle de l'euro face au dollar favorise la compétitivité des exportations européennes, et donc françaises. Comme pour l'UE, la croissance des utilisations (+ 1,9 Mt) serait permise par la hausse de la production (+ 1,6 Mt) et la disponibilité de stocks plus élevés en début de campagne (+ 0,2 Mt). Les stocks de

fin de campagne resteraient stables (*tableau 3*).

Malgré la hausse des utilisations, les prix du sucre sur le marché communautaire baissent fortement

depuis octobre 2017. En janvier et février 2018, avec 371 € en moyenne par tonne de sucre, ils descendent très nettement sous le seuil des 404 €/t, ancien prix de référence jusqu'en 2016/2017 (*graphique 2*).

Tableau 3
Stabilité du stock de sucre en fin de campagne 2017/2018

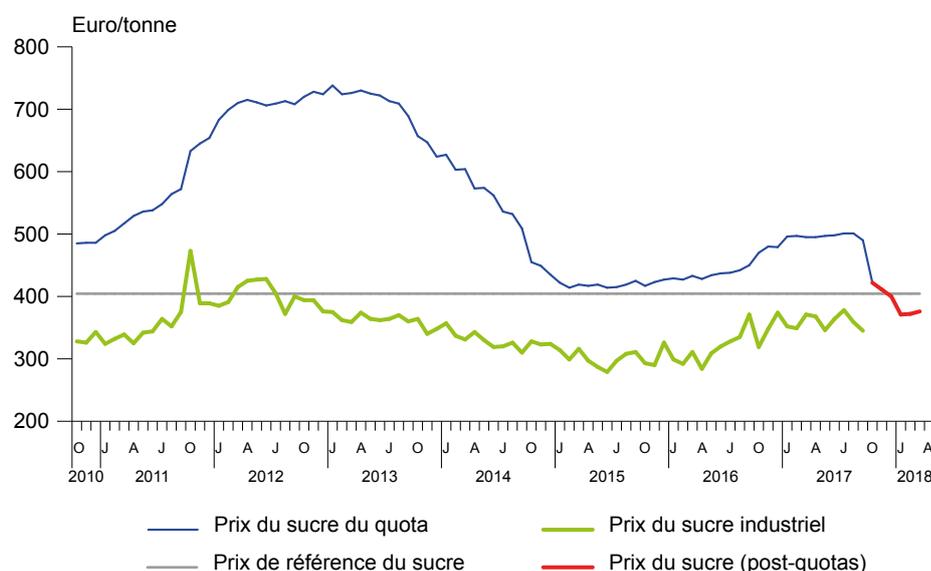
	2017/2018 (prév.)	2016/2017 ¹	Évolution
	(Mt de sucre blanc)		(%)
Stock début	0,49	0,27	+ 84
Production	6,33	4,68	+ 35
Importations ²	1,05	1,08	- 3
Total ressources	7,87	6,03	+ 31
Marché intérieur	2,90	2,50	+ 16
Exportations ²	4,50	3,04	+ 48
Total utilisations	7,40	5,54	+ 34
Stock final	0,47	0,49	- 5

1. Pour la campagne 2016/2017, les volumes de sucre du quota et du hors quota ont été cumulés.

2. Les flux commerciaux comprennent le sucre en l'état et le sucre sous forme de produits transformés.

Sources : CE, FranceAgriMer

Graphique 2
Les prix du sucre diminuent fortement pour la première campagne post-quotas



Source : Commission européenne

Suppression du régime des quotas en 2017/2018

Dans le cadre de la réforme de la PAC, le conseil des Ministres de l'agriculture a décidé la fin du régime des quotas, du prix garanti payé aux producteurs de betteraves et de la limitation des exportations à partir de la campagne 2017/2018. Par ailleurs, l'OCM est modifiée à partir de 2014 : le système d'intervention est supprimé et les mécanismes déclenchant les aides au stockage privé ne sont plus automatiques.

Marchés mondiaux : une production record et un excédent à l'origine de la baisse des prix

Après deux campagnes de sucre déficitaires au niveau mondial, celle de 2017/2018 serait à nouveau excédentaire (+ 10,5 Mt), d'après l'International sugar organization (Iso). La production mondiale établirait un nouveau record à 185,2 Mt, soit une hausse de 17,4 Mt par rapport à la campagne 2016/2017 (tableau 4). Outre l'UE, elle augmenterait dans les pays producteurs clés. En Inde, une bonne mousson et de nouvelles variétés de canne à sucre avec de meilleurs rendements expliquent le niveau record, en particulier au Maharastra et dans l'Uttar Pradesh, les deux principales régions productrices de sucre. En Chine (premier importateur mondial), la production devrait atteindre son plus haut niveau depuis trois ans, d'après la China Sugar Association (CSA). En Thaïlande, l'accroissement des surfaces cultivées en canne à sucre au détriment du riz et les conditions météorologiques favorables, conjugués à l'augmentation du taux d'extraction de sucre, permettraient à la production d'enregistrer, là aussi, un niveau record. Au Pakistan, les industriels tablent sur une nouvelle hausse de la production, après celle de 2016/2017 permettant à ce pays de dégager un excédent exportable, le confirmant ainsi en tant qu'exportateur de sucre. Ces hausses compenseraient largement la baisse de production du Brésil (premier exportateur mondial de sucre) du fait d'une moins bonne récolte de cannes à sucre. La consommation mondiale ne progresserait, pour sa part, que de 3,2 Mt.

Dans ce contexte, la pression exercée à la baisse sur les prix par les excédents mondiaux est une tendance forte. Après la chute enregistrée un peu avant le début de campagne 2017/2018, les prix du sucre sur le marché mondial se sont redressés peu à peu en fin

d'année 2017 parallèlement à la remontée des cours du pétrole. Cette augmentation a incité les fabricants brésiliens à arbitrer en faveur de la production d'éthanol à partir de la canne, en réduisant leur production de sucre. Par la suite, les prix du sucre sur le marché mondial ont de nouveau reculé avec la révision à la hausse de la production mondiale (graphique 3).

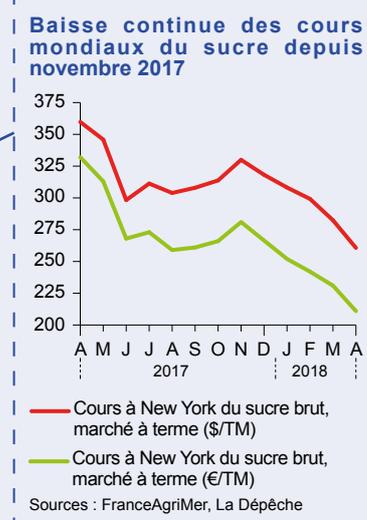
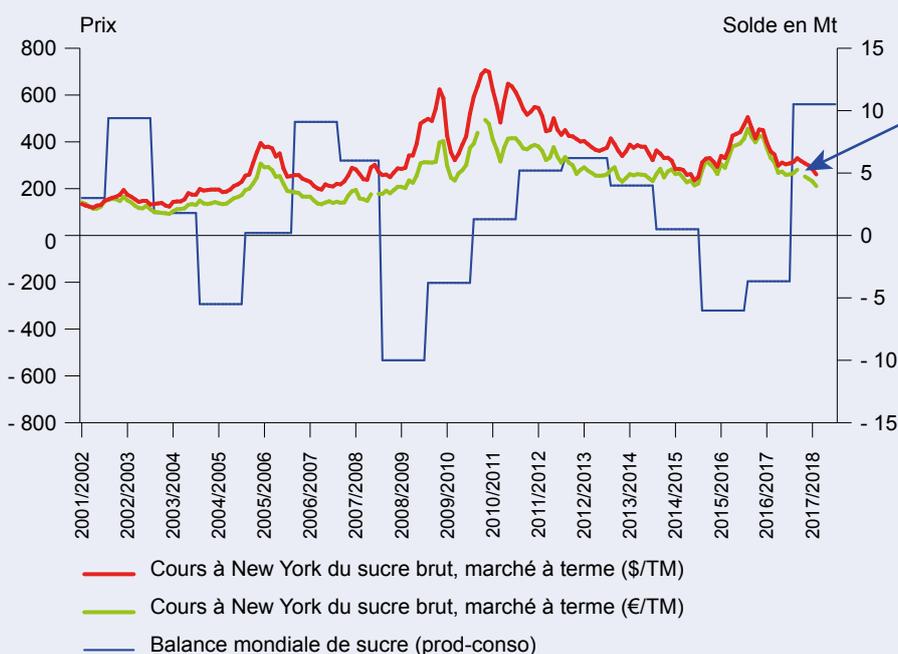
Pour la prochaine campagne 2018/2019, les premières estimations de production ne dénotent pas de retournement de tendance ; la balance mondiale offre-demande resterait excédentaire. Selon FO Licht, l'Inde produirait 34 Mt, soit plus que le Centre-Sud au Brésil, principale région productrice. Néanmoins, la hausse du cours du pétrole et le faible niveau des cours du sucre pourraient modifier l'arbitrage des industriels brésiliens en faveur de l'éthanol. En France, les surfaces betteravières semées au printemps 2018 sont stables sur un an. Les semis ont été retardés par la pluviométrie importante du mois de mars.

Tableau 4
En 2017, une production mondiale de sucre record

	2017	2016	2017/2016
	(million de tonnes)		(%)
Total monde	185,21	167,85	10
Principaux producteurs (hors UE) :			
Brésil	34,50	39,42	-12
Inde	31,40	20,50	53
Thaïlande	14,35	9,87	45
Chine	10,35	9,30	11

Source : Iso

Graphique 3
Le retour des excédents pèse sur les cours mondiaux du sucre



Sources : Iso, FranceAgriMer, La Dépêche

Sources et définitions

- International sugar organization (Iso), pour les données sur la production et la consommation mondiale.
- FranceAgriMer, pour les données sur la production européenne et française de sucre.
- La Commission européenne et la Dépêche pour les cours du sucre.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les cours mondiaux et européens du sucre continuent de baisser », Synthèse Grandes cultures - Betterave n° 2015/264, avril 2015
- « Durant la première partie de campagne 2013/2014, la baisse des prix du sucre se poursuit », Synthèse Grandes cultures - Betterave n° 2014/242, juin 2014
- « Baisse de la production française de sucre pour la campagne 2012/2013 », Synthèse Grandes cultures - Betterave n° 2013/206, avril 2013

Les dernières publications FranceAgriMer parues sur le thème sont :

- « Bulletin n° 564 », avril 2018

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole :

www.agreste.agriculture.gouv.fr



La faiblesse des récoltes dans l'UE favorise les exportations françaises et la hausse des cours de la pomme

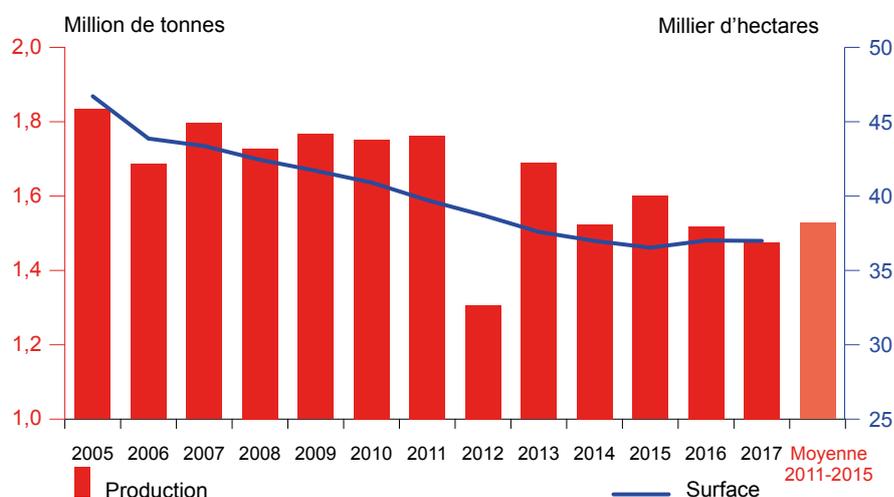
Les exportations françaises de pommes sur les sept premiers mois **Augmentent nettement vers l'UE, en raison du fort recul de la production dans les principaux pays. La demande européenne et le moindre recours aux importations favorisent la hausse des cours à la production sur le marché national (+ 12 % par rapport à la campagne précédente). Malgré la baisse de la récolte française en 2017, le chiffre d'affaires progresse de 7 %.**

En 2017, la production française de pommes recule en raison du gel pour la deuxième année consécutive

En 2017, la production française de pommes (1,47 Mt) recule de nouveau (- 3 % sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes) (*graphique 1*). Essentiellement pénalisée par le gel au printemps, c'est la plus faible production des dix dernières années après 2012 également touchée par le même aléa climatique. La baisse de la production concerne principalement les régions du Sud-Est, affectées à la fois par la vague de gel, puis par la canicule estivale : Auvergne-Rhône-Alpes (- 12 %) et PACA (- 10 %). La variété Golden (première variété avec un tiers de la production nationale) se contracte de 14 % sur un an, alors que les autres variétés sont stables ou en légère hausse.

La production européenne de pommes, en chute de 21 % par rapport à 2016 et de 19 % par rapport à la moyenne 2012-2016, s'établit à son plus bas niveau depuis dix ans d'après les estimations de Prognosfruit

Graphique 1
Une des plus faibles productions des dix dernières années



Champ : France métropolitaine.
Source : Agreste

(août 2017). Cette baisse concerne principalement les variétés Golden (- 18 % sur un an) et les bicolores. Le gel a notamment occasionné des pertes en Italie, Allemagne, Belgique et Pologne. Conséquence de cette faible production, les stocks européens de pommes, au 1^{er} mars 2018, se réduisent nettement par rapport à 2017 (- 37 %) et à la moyenne des cinq dernières années (- 33 %), selon Wapa (The World Apple and Pear Association).

Fort rebond des exportations françaises de pommes vers l'UE sur les sept premiers mois de la campagne 2017-2018

Sur les sept premiers mois de la campagne 2017-2018 (août 2017 à février 2018), les exportations françaises de pommes [355 281 tonnes (t)] se redressent (+ 2 % sur un an), après la baisse de 20 % en 2016-2017 (tableau 1). Ce volume reste néanmoins inférieur de 11 % au niveau moyen atteint sur les cinq dernières campagnes. Ces évolutions sont différentes selon les destinations. Les exportations vers l'Union européenne (UE) augmentent sur un an (+ 9 %) et par rapport à la moyenne sur cinq ans (+ 2 %) dans le contexte de faibles récoltes européennes, après la baisse enregistrée lors de la campagne précédente. À l'inverse, les volumes exportés vers les pays tiers continuent de se contracter (- 15 % sur un an et - 36 % par rapport à la moyenne sur cinq ans).

Parmi les principaux clients européens de la France, l'Allemagne double ses achats de pommes par rapport à la campagne précédente (tableau 2). En affectant la récolte, le gel printanier sévère dans ce pays a contribué à réduire le stock de pommes (- 53 % sur un an au 1^{er} mars 2018). Les exportations françaises vers les Pays-Bas et la Belgique rebondissent également. Moins importantes en volume, les exportations vers l'Italie demeurent, pour la deuxième campagne consécutive, particulièrement dynamiques (+ 44 %, à 7 750 t). En revanche, les ventes vers le Royaume-Uni et l'Espagne (première et deuxième destinations

des pommes françaises) se réduisent entre août 2017 et février 2018. Elles restent toutefois proches de la moyenne des cinq dernières campagnes pour l'Espagne. Sur les deux premiers mois de 2018, les volumes exportés s'orientent même à la hausse sur un an.

Baisse des exportations vers les pays tiers

Sur les sept premiers mois de la campagne 2017-2018, le recul des exportations françaises vers les pays tiers se poursuit (- 15 % sur un an) mais de façon moins marquée que pour la campagne 2016-2017 (- 31 %). Ce recul touche essentiellement les ventes à destination du Moyen-Orient (Émirats arabes unis et Arabie saoudite), conséquence de la baisse

des cours du pétrole et du pouvoir d'achat des pays producteurs. À la suite de la fermeture du marché algérien aux importations, les exportations françaises de pommes vers l'Algérie sont quasiment nulles depuis la campagne 2016-2017. En 2015-2016, elles atteignaient 32 000 t, soit 21 % du total exporté vers les pays tiers. Au total, les exportations françaises de pommes vers ces trois destinations ont été divisées par trois en volume sur deux ans, passant de 82 000 à 32 000 t. Les ventes à la Libye, beaucoup plus marginales, plongent de 80 % sur un an.

Dans le contexte de concurrence accrue depuis l'ouverture du marché chinois aux pommes polonaises les exportations continuent de décrocher

Tableau 1
Sur les sept premiers mois de la campagne 2017-2018, les exportations se redressent vers l'Europe

	Campagne 2017-2018 (août 2017 - février 2018)	Écart sur un an	Écart par rapport à la moyenne sur cinq ans
	(tonne)	(%)	(%)
Importations	69 948	- 25	- 31
en provenance de l'UE	55 227	- 25	- 33
en provenance des pays tiers ¹	14 721	- 24	- 21
Exportations	355 281	+ 2	- 11
vers l'UE	267 176	+ 9	+ 2
vers les pays tiers	88 106	- 15	- 36
Solde	285 333	+ 12	- 4
avec l'UE	211 948	+ 24	18
avec les pays tiers	73 385	- 13	- 38

1. Dont les principaux partenaires : Chili, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande.
Source : DGDDI (Douanes)

Tableau 2
Les exportations françaises de pommes en forte progression vers l'Allemagne sur les sept premiers mois de campagne

	Campagne 2017-2018 (août 2017 - février 2018)	Écart sur un an	Écart par rapport à la moyenne sur cinq ans
	(tonne)	(%)	(%)
UE	267 176	+ 9	+ 2
Royaume-Uni	64 873	- 10	- 14
Espagne	54 802	- 6	- 1
Allemagne	48 972	+ 100	+ 44
Belgique	31 183	+ 25	+ 21
Pays-Bas	24 495	+ 36	- 15
Italie	7 549	+ 44	+ 104
Pays tiers	88 106	- 15	- 36
Émirats arabes unis	15 486	- 26	- 34
Arabie saoudite	14 107	- 25	- 21
Singapour	4 312	- 9	- 15
Algérie	220	- 62	- 99

Source : DGDDI (Douanes)

en direction de la Chine (- 57 % sur un an, à 625 t). En deux ans, les volumes ont été divisés par quatre. La baisse concerne également Singapour (- 9 % sur un an). Vers l'ensemble de la zone Chine - Singapour - Hong Kong, les ventes fléchissent fortement après avoir triplé en cinq ans et pesé 4 % dans les exportations françaises. Enfin, en raison de la prolongation de l'embargo instauré par la Russie en août 2014, le marché russe, qui représentait 3 % des exportations totales de la France en 2013-2014 (environ 12 300 t sur les sept premiers mois de campagne), reste fermé.

L'excédent commercial s'accroît sur les sept premiers mois de la campagne 2017-2018

Sur les sept premiers mois de la campagne 2017-2018, les importations françaises en volume en provenance de l'UE diminuent par rapport à la campagne précédente (- 25 % sur un an), essentiellement en provenance d'Italie (- 30 %) et de Belgique (- 45 %). Conséquence de la faible production européenne, la baisse des apports extérieurs a pour effet d'alléger le marché français. S'agissant des importations issues des pays tiers (Afrique du Sud, Amérique du Sud, Nouvelle Zélande), les évolutions ne sont pas significatives à ce stade, la principale période de commercialisation ne débutant qu'en avril dans cette zone.

Sur les sept premiers mois de la campagne 2017-2018, l'excédent commercial français de la pomme augmente de 12 % en volume par rapport à 2016-2017, tout en se situant sous la moyenne des cinq dernières campagnes ; il augmente de 9 % en valeur sur un an.

Les cours de la pomme s'établissent nettement au-dessus des prix moyens

En début de campagne, le marché intérieur est peu actif en pommes de table, en raison de la concurrence des fruits d'été dont la consommation est stimulée par des températures élevées. Sur les deux premiers mois (août et septembre 2017), la

consommation des ménages diminue en volume de 3 % sur un an et de 8 % par rapport à 2012-2016, selon le panel Kantar. La consommation augmente toutefois en valeur grâce à des prix à la production déjà soutenus en début de campagne (+ 4 % en septembre 2017 par rapport à la moyenne 2012-2016). De son côté, la faiblesse des récoltes européennes dynamise le marché de l'industrie de transformation pour l'exportation jusqu'en novembre 2017. L'écoulement de fruits présentant parfois des défauts visuels provoqués par le gel printanier est ainsi favorisé et les prix demeurent supérieurs à ceux de la campagne précédente.

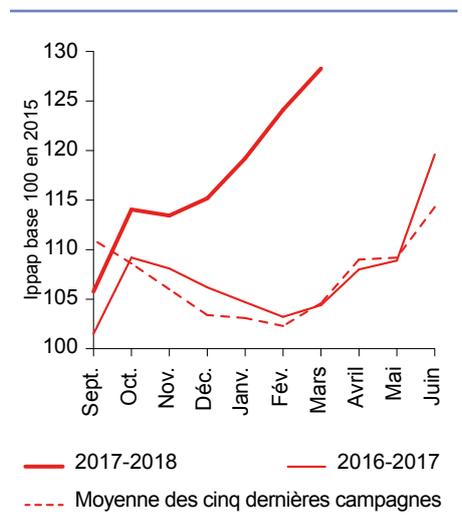
Dès le début de l'année 2018, la demande s'intensifie, y compris sur le marché intérieur, soutenue par des températures plus hivernales propices à la consommation (GMS et marchés de gros), tandis que l'offre décline, notamment en Golden. L'écart de prix avec 2017 se creuse ainsi au fil des mois. En mars, la campagne s'achève dans le Sud-Est : les disponibilités toutes variétés confondues s'amenuisent en raison d'une forte demande tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Les expéditions se concentrent sur l'Europe du Nord, l'Espagne et l'Angleterre. Au 1^{er} mars, les stocks de

pommes en France sont inférieurs de 6 % à 2017, et de 4 % à la moyenne 2013-2017. La faiblesse des stocks explique la fermeté des cours en février et mars (respectivement + 21 et + 23 % comparés à la moyenne). Sur l'ensemble des sept premiers mois de la campagne, les prix moyens à la production s'accroissent de 12 % sur un an et par rapport à la moyenne 2012-2016 (*graphique 2*).

Le chiffre d'affaires est en hausse sur un an

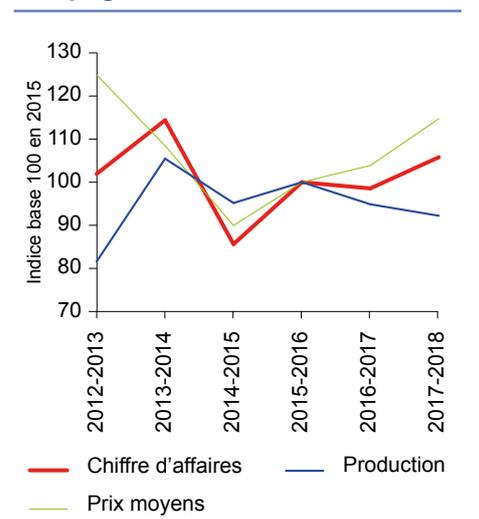
En cumul sur les sept premiers mois de 2017-2018 (septembre 2017 à mars 2018), le chiffre d'affaires national progresse nettement, + 7 % sur un an et par rapport à la moyenne 2012-2016 (+ 6 %) (*graphique 3*). Après la légère baisse en 2016-2017, ce rebond du chiffre d'affaires s'explique par la forte hausse des prix à la production qui fait plus que compenser la baisse des volumes récoltés (- 3 %). Le chiffre d'affaires s'accroît dans toutes les régions à l'exception de la vallée du Rhône (- 4 %) et de PACA (- 1 %), pénalisés par une production en net repli (respectivement - 12 % et - 10 %). En Aquitaine, le chiffre d'affaires s'envole (+ 27 % sur un an) à la faveur de récoltes et de prix en nette augmentation.

Graphique 2
Des prix à la production de plus en plus fermes sur la campagne 2017-2018



Source : Agreste

Graphique 3
Le chiffre d'affaires national de la pomme s'accroît sur un an sur les sept premiers mois de la campagne 2017-2018



Source : Agreste - Données sur les sept premiers mois de la campagne 2017-2018

Sources, définitions et méthodes

DGDDI (Douanes) : données du commerce extérieur

Enquête de conjoncture fruitière du SSP : prévisions de productions et surfaces

Statistique agricole annuelle (SAA) du SSP : données historiques de production et surface

Prognosfruit : prévisions de productions européennes élaborées par Wapa (The World Apple and Pear Association).

Variable selon les années et les variétés, la récolte des pommes s'étale généralement entre août et novembre. La campagne de commercialisation des pommes s'étend, elle, d'août à juin de l'année suivant la récolte. Les cours d'août, correspondant au début de campagne, ne sont pas intégrés dans les indices de prix ou de chiffre d'affaires car les quantités mises sur le marché ce mois sont souvent non significatives. Les indices de prix ou de chiffre d'affaires sont calculés avec les derniers paramètres connus au moment de la réalisation de la publication.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En octobre 2017, le marché de la pomme de table est peu actif et, dans un contexte de faiblesse de la production, les cours se maintiennent au-dessus de ceux des précédentes campagnes », Infos rapides Fruits-Pomme n° 6/6, novembre 2017 n° 2017-171.
- « Stocks de pommes et poires : fin février 2018, les stocks de pommes sont inférieurs à ceux de fin février 2017 n° 3/5, mars 2018 n° 2018-038.
- « Sur les huit premiers mois de la campagne 2016-2017, les exportations françaises de pommes reculent nettement », Synthèse Fruits n° 2017/306, juin 2017.



En 2017, le dynamisme des exportations françaises de viande porcine vers l'Italie ne compense qu'en partie la contraction de la demande chinoise

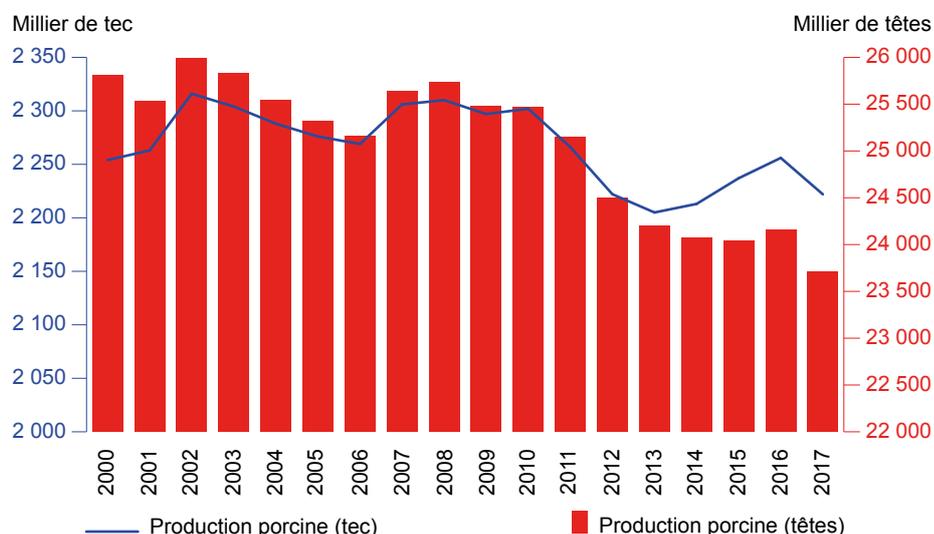
En 2017, la production porcine française repart à la baisse. Elle se replie depuis 2002, à l'exception des rebonds de 2007-2008 et de 2014 à 2016. La production fléchit également au niveau mondial et dans l'Union européenne, sauf en Espagne et en Pologne. La hausse des exportations vers l'Italie ne compense que partiellement le moindre dynamisme de la demande chinoise, après une année 2016 exceptionnelle. En conséquence, le déficit en valeur du commerce extérieur s'accroît tandis que le solde des échanges en volume s'annule. La consommation intérieure se stabilise, malgré le recul des achats des ménages. En moyenne, les cours à la production du porc sont supérieurs à ceux de 2016 dans les différents pays de l'UE, malgré une baisse accentuée au second semestre. La marge brute des élevages porcins est favorisée par l'augmentation des cours du porc, plus forte en moyenne que le coût de l'aliment. En 2018, la production française devrait s'accroître.

En 2017, recul de la production porcine française

En 2017, la production porcine française repart à la baisse (- 1,8 % en têtes par rapport à 2016) (*graphique 1*). En poids, le recul est moins fort (- 1,5 % en tec), le poids des carcasses augmentant régulièrement depuis 2013 : 92,8 kg en moyenne en 2017 après 90,2 kg en 2013 contre 88,2 kg pour la période 2002-2006. Ces diminutions s'inscrivent dans la tendance au repli enregistré depuis 2002, à l'exception de 2007 et 2008 et des rebonds de 2014 à 2016.

La baisse structurelle de la production porcine française s'explique par la réduction du cheptel de truies depuis 2000 (*graphique 2*). Fin 2017, les

Graphique 1
En 15 ans, recul de la production porcine française



Source : Agreste (Pic CVJA : production indigène contrôlée)

effectifs de truies se stabiliseraient toutefois. Les abattages de porcins au 1^{er} trimestre 2018 confortent ces estimations : + 2,5 % en tec et + 1,7 % en têtes par rapport à la même période de 2017.

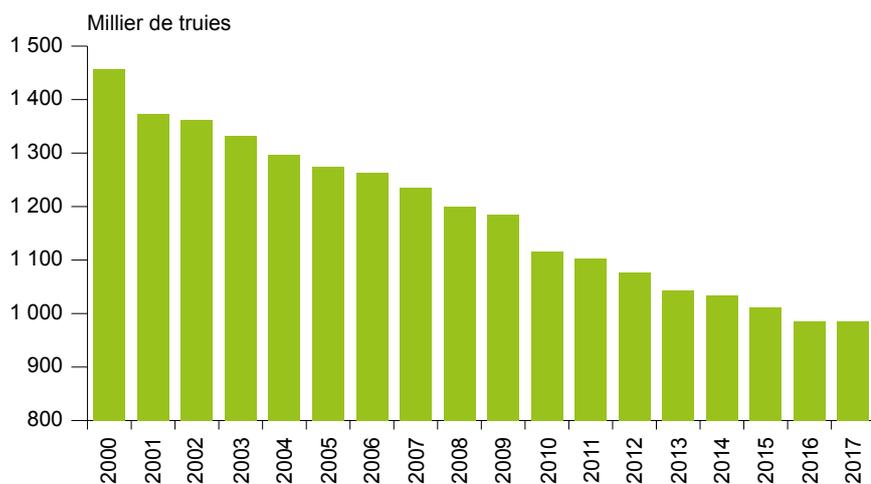
En 2017, les abattages, composés à 97 % de porcs charcutiers, se contractent dans les mêmes proportions que la production (- 1,8 % en têtes et - 1,4 % en tec) et retrouvent un niveau proche de la moyenne 2012-2016 (tableau 1). Les volumes d'échanges d'animaux vivants sont structurellement modestes. En 15 ans, les exportations de porcs vivants, essentiellement jeunes, ont néanmoins doublé alors que les importations se sont contractées de 70 %. Les achats de porcelets à engraisser sont essentiellement issus des Pays-Bas et de Belgique.

L'activité d'abattage a varié au cours de l'année (graphique 3) : en repli saisonnier au 1^{er} semestre 2017 avec des volumes inférieurs de 2,1 % à la moyenne 2012-2016, elle connaît une reprise au 2^d semestre avec une hausse de 2,1 %. Cette seconde période est marquée par des pics d'abattages en septembre et novembre ainsi que par un niveau relativement élevé en décembre.

En 2017, le solde des échanges de viande est nul en volume tandis que le déficit en valeur s'accroît

En 2017, l'excédent du commerce extérieur français est quasiment nul en volume (+ 9 tec) (graphiques 4 et 5). En 2016, le solde était redevenu légèrement excédentaire, porté par la demande chinoise (+ 29 000 tec), après deux années de déficit. Malgré

Graphique 2
En 2017, les effectifs de truies se stabilisent



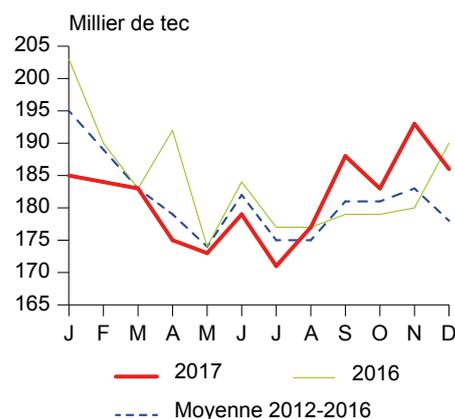
Source : Agreste, enquêtes Cheptel porcin de novembre

Tableau 1
Repli des abattages de porcins

	2017 (millier de tec)	2017/2016 (%)	2017/Moyenne 2012-2016 (%)
Abattages	2 177,7	- 1,4	+ 0,1
Importations d'animaux vivants (-)	2,8	- 7,0	- 45,0
Exportations d'animaux vivants (+)	46,8	- 7,0	- 17,5
Production (Pic CVJA)	2 221,7	- 1,5	- 0,2

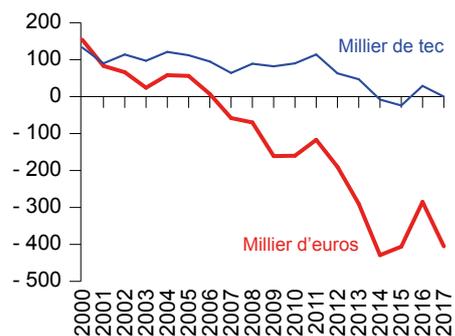
Source : Agreste

Graphique 3
Des abattages en repli au 1^{er} semestre 2017 et en hausse au 2^d semestre



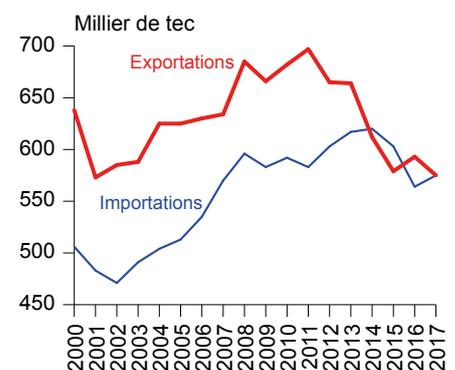
Source : Agreste, enquêtes auprès des abattoirs

Graphique 4
En 2017, le solde commercial en viande porcine se détériore



Source : DGDDI (Douanes), solde extérieur de viande porcine (y compris graisse de porc)

Graphique 5
Les importations et les exportations de viande de porc s'équilibrent en volume



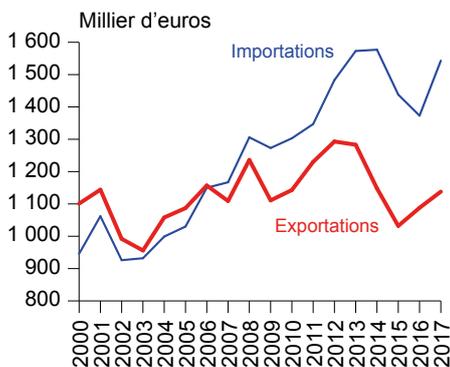
Source : DGDDI (Douanes)

l'augmentation des prix à l'exportation et la vente de morceaux élaborés à plus forte valeur ajoutée, le déficit se détériore également en valeur (- 405 M€ contre - 285 M€ en 2016), la valeur des produits importés augmentant davantage que celle des exportations (*graphique 6*). La structure des échanges contribue à creuser le déficit en valeur : la France exporte plutôt des viandes et graisses et importe des produits élaborés (*graphique 7*).

En 2017, la baisse des exportations françaises vers la Chine est en partie compensée par l'appel d'air venant de l'Italie

En 2017, les exportations françaises de viande porcine (y compris graisse de porc) se replient à 574 820 tec, soit - 3 % par rapport à 2016 (*tableau 2*). Elles s'inscrivent dans une tendance à la baisse depuis 2011. La contraction des exportations vers la Chine (- 35 800 tec) n'est que partiellement compensée par la hausse des ventes à l'Italie (+ 22 000 tec) qui redevient la première destination des viandes françaises (*graphique 8*). En 2016, les exportations européennes ont été soutenues par une forte demande chinoise pénalisée par une production déficitaire à la suite d'une lourde restructuration de sa filière. Les ventes françaises ont bénéficié de cette conjoncture favorable, atteignant 85 300 tonnes vers ce pays

Graphique 6 Des exportations qui augmentent en valeur



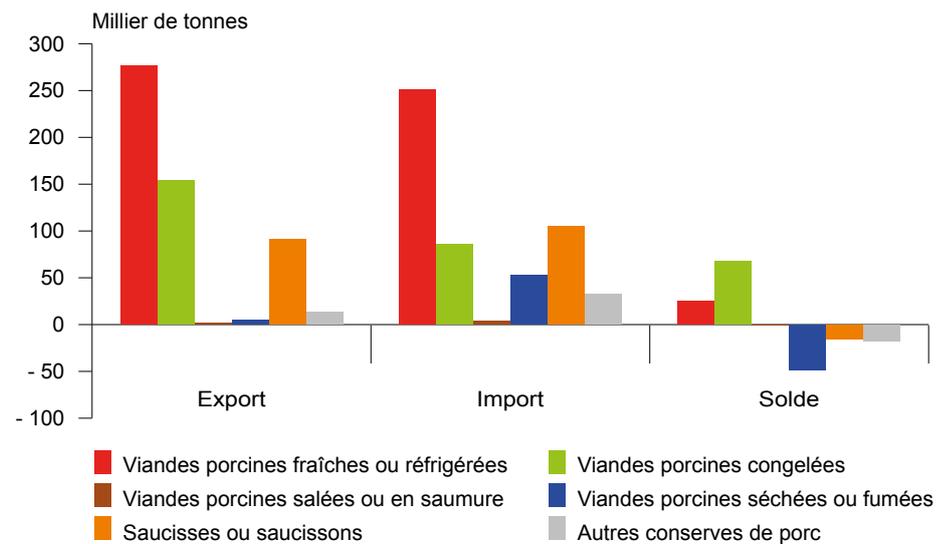
Source : DGDDI (Douanes)

(soit + 110 % sur un an). En 2017, les volumes vers ce pays tombent à 49 500 tec mais demeurent importants (+ 22 % par rapport à 2015 et + 124 % par rapport à la moyenne 2010-2014). Parmi les autres pays tiers, les exportations françaises à destination de la Corée du Sud, de Hong Kong,

et particulièrement des Philippines et du Japon, sont dynamiques. Ces dernières années, la part de ces quatre pays a augmenté pour représenter un tiers des ventes en 2017. Les ventes de produits congelés représentent 27 % toutes zones confondues et 67 % pour les seuls pays tiers.

Graphique 7

Le solde commercial est excédentaire pour les morceaux non élaborés mais déficitaire pour les préparations à base de viande de porc



Source : DGDDI (Douanes)

Tableau 2

En 2017, l'Italie est en tête des pays destinataires des exportations de viande porcine*

	2017	2016	2017/2016
	(tonne)		(%)
Total	574 820	592 514	- 3,0
UE	418 586	404 159	+ 3,6
Italie	106 241	84 270	+ 26,1
Belgique	49 743	49 818	- 0,1
Royaume-Uni	44 678	50 129	- 10,9
Espagne	32 036	25 188	+ 27,2
Autres pays	185 887	194 754	- 4,6
Pays tiers	156 234	188 355	- 17,1
Chine	49 496	85 292	- 42,0
Philippines	23 637	20 874	+ 13,2
Japon	18 232	17 737	+ 2,8
Arabie saoudite	8 190	8 531	- 4,0
Corée du Sud	7 446	7 980	- 6,7
Hong Kong	3 269	6 912	- 52,7
Autres pays	45 964	41 030	+ 12,0

* Y compris graisse animale.

Source : DGDDI (Douanes)

En 2017, les abattages fléchissent également dans l'Union européenne

En 2017, l'offre mondiale en viande porcine reculerait de 1 % selon l'Ifip. Dans l'UE, l'offre se tasse dans les mêmes proportions à 23,3 millions de tonnes, après

une hausse de 1,9 % en 2016 (tableau 3). Les volumes restent néanmoins élevés (+ 2,8 % par rapport au niveau moyen 2012-2016).

Tableau 3
En 2017, les abattages se contractent en Europe, sauf en Espagne et en Pologne

Abattages dans l'UE	2017	2016	2017/2016	2017	2016	2017/2016
	(millier de tonnes)		(%)	(millier de têtes)		(%)
Allemagne	5 455	5 579	- 2,2	57 866	59 391	- 2,6
Espagne	4 249	4 181	+ 1,6	49 659	49 084	+ 1,2
France	2 177	2 206	- 1,3	23 404	23 817	- 1,7
Pologne	1 990	1 963	+ 1,4	22 067	21 770	+ 1,4
Danemark	1 544	1 567	- 1,4	17 465	18 228	- 4,2
Italie	1 467	1 544	- 5,0	11 381	11 848	- 3,9
Pays-Bas	1 453	1 453	0,0	15 139	15 374	- 1,5
Belgique	1 045	1 061	- 1,5	10 950	11 181	- 2,1
Royaume-Uni	900	919	- 2,0	10 608	10 990	- 3,5
UE (28 pays)	23 321	23 563	- 1,0	254 714	258 461	- 1,4

Sources : Eurostat, Agreste (enquêtes auprès des abattoirs)

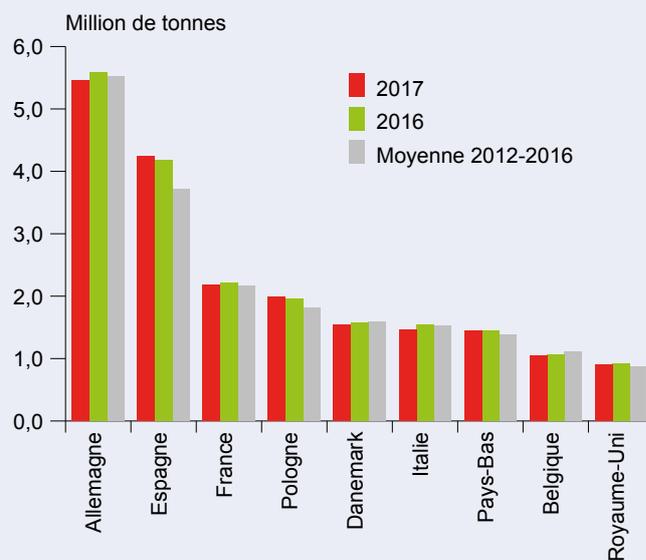
En Allemagne, 1^{er} pays européen d'abattages des porcs, l'activité a fortement augmenté jusqu'en 2011 pour ensuite se stabiliser jusqu'en 2016 et décliner en 2017. La diminution des abattages est principalement liée à la décapitalisation régulière du cheptel de truies depuis plusieurs années, à la baisse de la consommation de viande de porc ainsi qu'à des aménagements de certains bâtiments pour satisfaire à de nouvelles normes en matière de bien-être animal.

L'offre porcine se réduit également dans la plupart des autres pays à l'exception de l'Espagne (au 2^e rang des abattages) et de la Pologne (4^e rang). Elle est toutefois souvent moins forte en poids qu'en têtes compte tenu de l'alourdissement des carcasses.

Depuis 2013, les abattages sont en progression constante en Espagne (+ 11 % en moyenne par an) dans un contexte de hausse des effectifs de truies (+ 5 % en moyenne annuelle). En 2017, l'Espagne atteint même un record avec 4,25 millions de tonnes. En Pologne, la hausse des abattages (+ 9 % par an) est plutôt liée au développement de l'activité d'engraissement (6 millions de porcelets importés). Depuis trois ans, la Pologne recapitalise peu à peu son cheptel de reproductrices (+ 6 % par an), pour tenter de compenser sa diminution régulière depuis 2009. Les écarts d'abattages entre l'Allemagne et l'Espagne d'un côté et la France et la Pologne de l'autre continuent de se réduire (graphique 9).

En 2017, les flux de porcelets entre pays européens s'intensifient. Les animaux proviennent des pays à fort taux d'élevages « spécialisés naisseurs » (Danemark et Pays-Bas majoritairement). Ces échanges déplacent une partie des abattages vers les pays importateurs (Allemagne, Pologne...).

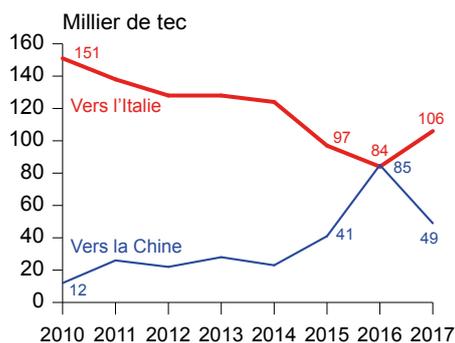
Graphique 9
En 2017, les écarts d'abattages porcins entre Allemagne-Espagne d'un côté et France-Pologne de l'autre continuent de se réduire



Sources : Eurostat, Agreste (enquêtes auprès des abattoirs)

Graphique 8

Le rebond des exportations vers l'Italie compense en partie la contraction de la demande chinoise



Source : DGDDI (Douanes), exportations de viande porcine totale (y compris graisse de porc)

Vers l'UE, les exportations atteignent 418 600 tec en 2017 (73 % du total) en progression de 3,6 % en un an, principalement grâce au marché italien (+ 26 % sur un an). Premier débouché des exportations françaises jusqu'en 2010, ce pays accroît particulièrement ses achats à la France depuis août 2017 (*graphique 10*). Face à la hausse de la consommation de viande porcine sur son marché intérieur et dans un contexte de recul de ses abattages de porcins (- 5 % en 2017), l'Italie se tourne vers l'extérieur. Les exportations françaises vers le Royaume-Uni se réduisent de 11 % sur un an, positionnant ce pays au troisième rang derrière la Belgique.

En 2017, progression des importations de viande porcine

En 2017, les importations françaises de viande porcine représentent 574 130 tec (*tableau 4*), en hausse de 2,5 % en un an, après un repli de 5,8 % en 2016. Elles sont exclusivement d'origine européenne et constituées à 15 % de viande congelée. La France s'approvisionne pour plus de la moitié de ses achats en Espagne, soit 304 000 tec en 2017. Ce chiffre reste stable par rapport à 2016, après les baisses successives entre 2014 et 2016. Les importations françaises des seules viandes porcines fraîches, réfrigérées ou congelées proviennent pour les trois quarts d'Espagne, loin devant l'Allemagne (10 %). Celles de saucisses et saucissons se répartissent de façon

plus équilibrée entre les deux pays : 36 % en provenance d'Allemagne et 27 % d'origine espagnole. Enfin, les viandes séchées ou fumées sont plutôt italiennes et espagnoles tandis que les conserves de porc sont majoritairement d'origine allemande.

En 2017, les disponibilités calculées par bilan des produits à base de porc sont stables tandis que les achats des ménages reculent

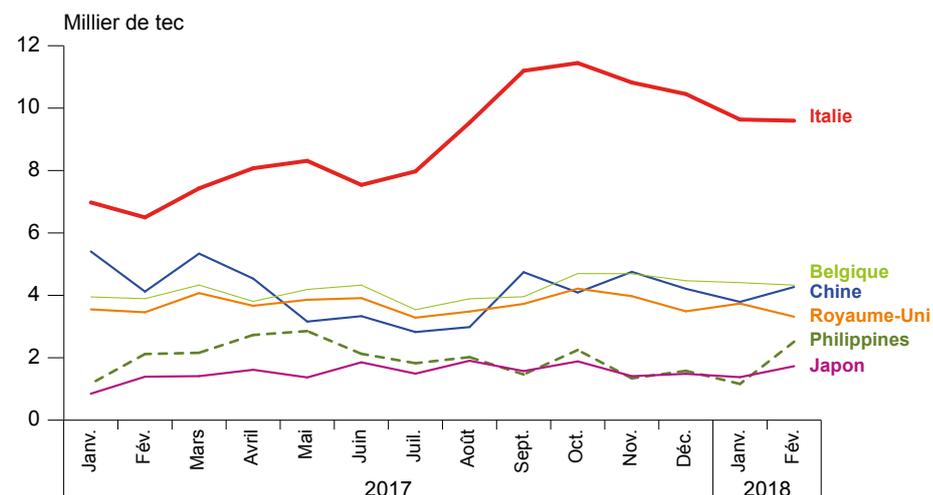
En 2017, les disponibilités en viande porcine (consommation apparente calculée par bilan = abattages + importations - exportations) sont quasiment stables (- 0,1 % par rapport à 2016) après une baisse de

1,2 % en 2016 succédant à un pic de consommation en 2015 (+ 1,9 %). La part des importations diminue dans la consommation intérieure (26,5 %, contre 29 % en moyenne sur la période 2003-2007), la baisse des achats ayant été plus importante que celle de la consommation.

En janvier 2017, la viande de porc représentait 37 % de l'ensemble des achats en volume de viande en restauration hors foyer, soit 135 400 tonnes réparties entre 49 % en restauration collective et 51 % en restauration commerciale, selon FranceAgriMer. Le porc frais est essentiellement servi en restauration collective, les charcuteries et salaisons

Graphique 10

Essor des exportations françaises vers l'Italie fin 2017



Source : DGDDI (Douanes), exportations de viande porcine (y compris graisse de porc)

Tableau 4

Les importations de viande porcine* proviennent majoritairement d'Espagne

	2017	2016	2017/2016
	(tonne)		(%)
Total	578 129	563 900	+ 2,5
UE	568 659	558 387	+ 1,8
Espagne	304 071	304 349	- 0,1
Allemagne	98 178	96 469	+ 1,8
Italie	56 977	56 936	+ 0,1
Belgique	46 833	459 990	- 89,8
Danemark	24 075	19 045	+ 26,4
Pays-Bas	20 668	14 528	+ 42,3

* Y compris graisse animale.

Source : DGDDI (Douanes)

étant davantage proposées par la restauration commerciale. Cette catégorie tend toutefois à reculer alors que les lardons/poitrines utilisés dans les préparations progressent.

La consommation en volume de viande de porc à domicile, (46 % de la viande totale consommée par les ménages) se replie de nouveau (- 2,3 %), au même rythme que les autres viandes de boucherie (- 2,6 %) selon le panel de consommateurs Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer. La baisse de consommation est particulièrement marquée pour le porc frais (hors élaborés) (- 4,9 % en volume) et le jambon cuit (- 3,3 %) tandis que les achats d'autres morceaux progressent : saucisses fraîches (+ 3,5 %), jambon sec (+ 3 %) et saucisson sec (+ 1,4 %). Ce repli des quantités achetées s'inscrit dans un contexte d'augmentation des prix du porc frais et de la charcuterie (respectivement + 1,6 % et + 2,5 %). Les achats restent toutefois peu sensibles aux variations de prix, malgré une plus grande variabilité ces dernières années. Ils semblent plus touchés par les modifications des habitudes alimentaires. Les achats de porc sont également soumis à de fortes variations saisonnières : pic des achats en janvier, en lien avec les promotions de la grande distribution et les basses températures, puis

baisse globale des achats l'été (hors viande pour barbecue) et en décembre (période des viandes plus « festives »).

En 2017, le cours moyen annuel du porc charcutier progresse malgré la chute continue des derniers mois

Au 1^{er} semestre 2017, les cours du porc français augmentent jusqu'à Pâques dans un contexte de repli de la production et de demande chinoise encore soutenue (graphique 11). Ils atteignent ainsi un niveau élevé « inhabituel » (1,69 €/kg en avril) puis se maintiennent supérieurs à la moyenne jusqu'en juin, à 1,61 €/kg au 1^{er} semestre 2017 contre 1,48 €/kg en moyenne sur la période 2012-2016. Au 2^d semestre, les cours décrochent. La baisse saisonnière habituelle de septembre-octobre survient dès août. De septembre à novembre, les abattages repartent à la hausse et un déséquilibre s'installe entre l'offre et la demande : les demandes françaises et européennes sont atones tandis que le marché européen est déstabilisé par l'essoufflement de la demande chinoise. La baisse des cours européens favorise néanmoins les exportations en fin d'année. Sur l'ensemble de l'année 2017, les cours français augmentent de 7 %. Ils sont supérieurs de 0,10 €/kg aux cours

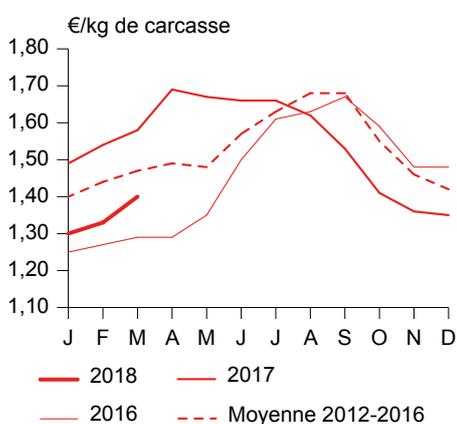
de 2016 et proches de la moyenne 2012-2016 (1,52 €/kg). Le bilan reste toutefois nuancé, compte tenu de la forte dépréciation des cours en fin d'année et de ses conséquences sur la trésorerie des éleveurs.

Comparativement aux autres pays européens, les cours français du porc charcutier reculent plus tôt (dès Pâques) (graphique 12). Dans les autres principaux pays producteurs, c'est plutôt à l'automne, quand les disponibilités européennes sont importantes, que les cours décrochent. En Espagne, le recul est particulièrement marqué en raison de la plus forte dépendance de ce pays au grand export. En moyenne, les cours européens augmentent de 0,10 à 0,16 €/kg carcasse. Les cours français se positionnent en milieu de classement européen, derrière les cours allemands, polonais et espagnols (tableau 5).

Sur l'ensemble de l'année 2017, la hausse plus forte des cours du porc que du coût de l'aliment favorise la marge brute des élevages

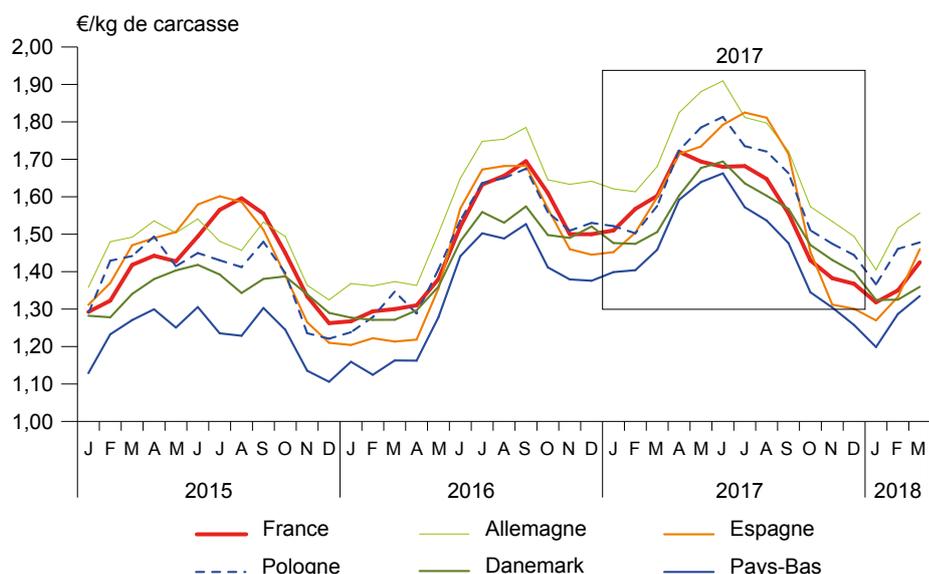
Depuis le pic 2013, le coût de l'aliment porcin se replie par rapport à la moyenne des cinq dernières années. En 2017, il diminue de 10,6 % tout en demeurant stable par rapport à 2016

Graphique 11
En 2017 des cours à la production soutenus au premier semestre, puis en décrochage à partir d'août



Source : RNM - FranceAgriMer (cotation du porc charcutier classe E + S)

Graphique 12
Une forte corrélation entre les différents cours européens



Sources : Eurostat, RNM - FranceAgriMer (Cotations du porc charcutier classe S entrée abattoirs)

(+ 0,1 %). L'alimentation représente de loin la principale composante des consommations intermédiaires dans la filière porcine (60 %). Dans un contexte d'abondance des disponibilités mondiales de céréales depuis 2016, les cours des matières premières sont restés bas.

Depuis la fin 2016, le prix du porc et le coût de l'aliment suivent des orientations comparables (*graphique 13*) : à la hausse au 1^{er} semestre 2017, puis à la baisse au 2^d semestre, mais de manière plus marquée pour les cours du porc. En moyenne sur 2017, le ciseau des prix reste favorable : le coût de l'aliment porcine reste stable tandis que le cours du porc s'accroît. Depuis l'automne 2017, le ciseau des prix entre le cours du porc et le coût de l'aliment se réduit.

Début 2018, hausse de la production porcine française et baisse des cours

En 2018, la production porcine française est prévue en hausse de 1 % en têtes. Celle-ci serait essentiellement réalisée au 1^{er} semestre 2018 (+ 1,4 %), compte tenu de la présence d'effectifs importants de porcs à l'engrais dans les élevages en novembre 2017 (+ 2,8 %).

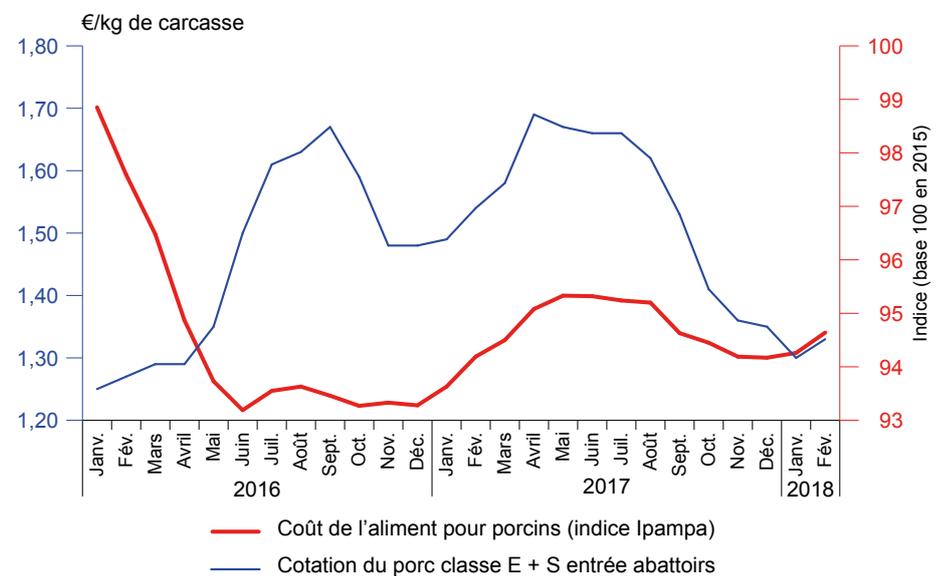
L'année 2018 débute avec des cours sous pression (1,28 €/kg en moyenne au plus bas du mois de janvier) sur un marché toujours excédentaire. Début février, la production allemande,

devenue inférieure à la demande, entraîne les autres références européennes à la hausse. En mars, l'activité d'abattage reste soutenue (+ 2,5 % au 1^{er} trimestre) mais la relance habituelle de la consommation des premières grillades liée à la météo se fait attendre. La progression des cours du porc français s'interrompt mi-mars (1,41 €/kg au plus haut du mois). En moyenne sur les trois premiers mois, les cours du porc charcutier (1,34 €/kg classe E + S) sont inférieurs de 0,20 €/kg à ceux de la même période de 2017.

L'évolution des cours européens est liée non seulement à la reprise de la demande intracommunautaire mais également à l'écoulement d'une partie de la production européenne sur le marché international. Au 2^e trimestre 2018, dans un contexte de disponibilités européennes estimées en hausse, l'Union européenne pourrait se heurter sur le marché asiatique à la concurrence américaine (cours bas, parité monétaire favorable aux exportations et disponibilités importantes) ainsi qu'à la baisse des importations chinoises (hausse structurelle de la production suite aux investissements massifs et cours bas).

Graphique 13

Le ciseau des prix entre le cours du porc et le coût de l'aliment se réduit à l'automne 2017



Sources : Insee, Agreste, RNM - FranceAgriMer

Tableau 5

En 2017, la hausse du cours du porc charcutier est plus marquée chez nos voisins en moyenne annuelle

	France	Espagne	Allemagne	Danemark	Pays-Bas	Belgique	Pologne
€/kg de carcasse							
1 ^{er} semestre 2017	1,63	1,63	1,76	1,57	1,53	1,56	1,65
2 ^d semestre 2017	1,51	1,57	1,66	1,52	1,42	1,46	1,59
Moyenne 2017	1,57	1,60	1,71	1,54	1,47	1,51	1,62
Moyenne 2016	1,47	1,44	1,57	1,43	1,33	1,39	1,47
(%)							
2017/2016	0,10	0,16	0,14	0,12	0,14	0,12	0,15

Sources : Eurostat, RNM - FranceAgriMer (cotations entrée abattoirs classe S)

En 2018, hausse prévisible de la production européenne mais des incertitudes sur le plan sanitaire

Alors que les effectifs de truies restent stables en France, ils progresseraient dans les autres pays producteurs européens (+ 1,4 % en moyenne), à l'exception de l'Allemagne et de la Belgique (tableau 6). La production s'accroîtrait également davantage (+ 1,7 % en moyenne) qu'en France. La production espagnole, déjà record en 2017, serait de nouveau en hausse (+ 2,2 %). La nouvelle baisse de la production italienne en 2018 (- 2,7 %) pourrait favoriser les exportations de viande porcine française. Sur les deux premiers mois de 2018, les exportations françaises vers

l'Asie du Nord et du Sud-Est sont quasiment stables par rapport à 2017.

Pour 2018, les inquiétudes sanitaires sont nombreuses concernant les risques de propagation de la peste porcine africaine en Pologne et dans les autres pays producteurs européens de l'Est. L'Allemagne a déjà freiné son activité d'engraissement fin 2017. La menace de la suspension du statut sanitaire permettant d'exporter vers certains pays tiers pourrait déséquilibrer le marché intracommunautaire.

Tableau 6

En 2018, la hausse de la production porcine dans la plupart des principaux pays producteurs européens serait supérieure à celle de la France

Pays producteur	Effectif de truies		Production porcine		2018/2017 (%)
	2017 (millier de têtes)	2017/2016 (%)	2017 (millier de têtes)	2018*	
Espagne	2 479	+ 2,6	49 293	50 396	+ 2,2
Allemagne	1 904	- 0,2	44 675	45 292	+ 1,4
Danemark	1 260	+ 1,9	31 524	32 950	+ 4,5
Pays-Bas	1 066	+ 4,3	24 450	24 967	+ 2,1
France	985	0,0	23 742	23 974	+ 1,0
Pologne	909	+ 5,8	15 700	16 000	+ 1,9
Italie	562	+ 0,6	10 363	10 087	- 2,7
Belgique	413	- 1,5	10 940	11 519	+ 5,3
Royaume-Uni	494	+ 0,8	11 175	10 423	- 6,7
Total principaux pays	10 071	+ 1,4	221 863	225 608	+ 1,7

* *Estimations.*

Source : Eurostat, Agreste (enquête cheptels de novembre 2017)

Sources et définitions

Sources

- L'enquête mensuelle auprès des abattoirs de gros animaux
- L'enquête européenne semestrielle auprès des éleveurs sur le cheptel porcin
- Eurostat pour les statistiques européennes
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- Les cotations du RNM pour FranceAgriMer pour le porc
- Le panel Kantar Worldpanel de FranceAgriMer pour les achats des ménages

Définitions

- Production indigène contrôlée CVJA (Pic CVJA) : La production indigène contrôlée est obtenue par calcul à partir des abattages relevés dans les abattoirs, augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants. Une correction des variations journalières d'abattages (CVJA) est appliquée mensuellement pour tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois précédent ou le mois suivant.
- Depuis le 01/01/2014, la réglementation européenne définissant la classe des porcs charcutiers a été modifiée. Jusqu'en décembre 2013, la classe E correspondait aux porcs charcutiers dont la teneur en viande maigre (TMP) était supérieure ou égale à 55 %. Depuis janvier 2014, la réglementation restreint la classe E aux animaux dont la TMP est comprise entre 55 % et moins de 60 %, les porcs charcutiers de TMP \geq 60 % étant dorénavant classés en S. À des fins de comparaison sur longue période, le périmètre observé jusqu'en 2013, porcs charcutiers de TMP \geq 55 %, a été reconstitué en 2014 pour les principaux pays producteurs européens à partir des cotations hebdomadaires relevées en 2014 pour chacune des classes E et S. Pour chaque pays, ces cotations ont été pondérées par les volumes nationaux abattus en 2013 en classe E et en classe S. La cotation ainsi calculée correspond selon la nouvelle réglementation au prix du porc charcutier des classes E et S réunies.
- La part des charges de l'alimentation (aliments grossiers + concentrés) porcine dans la valeur du produit brut mentionnée dans la synthèse est déterminée à partir des résultats du Rica. Pour plus de détails sur le champ et les concepts retenus, consulter la synthèse Moyens de productions de mars 2015 n° 2015/261, « En 2014, la baisse des prix à la production des produits animaux n'est que partiellement compensée par la baisse des prix de l'alimentation animale ».

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - Disar - Élevage - Conjoncture Animaux de boucherie » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En février 2018, rebond des exportations françaises de viande de porc », Infos rapides Animaux de boucherie n° 4/11, avril 2018
- « En 2016, la forte demande chinoise offre une sortie de crise aux marchés européens et français du porc », Synthèse Animaux de boucherie, n° 2017/303, mai 2017
- « En 2015, le marché français du porc subit une forte baisse des cours, sous l'effet d'une production européenne en hausse et d'une concurrence renforcée entre pays de l'UE », Synthèse Animaux de boucherie, n° 2016/281, mars 2016



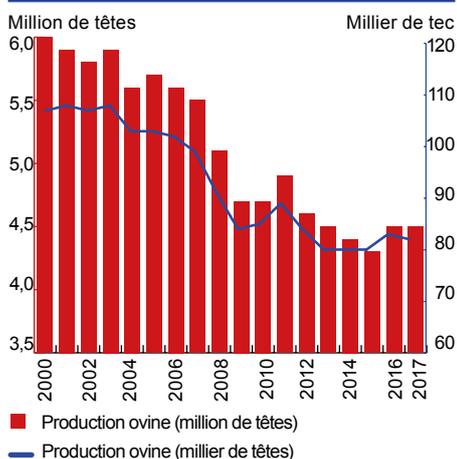
En 2017, léger repli de la production ovine

Après le rebond de 2016, la production ovine française se tasse en 2017, aussi bien en têtes (- 0,6 %) qu'en poids (- 0,9 %) sous l'effet de la baisse de la production d'agneaux (- 1,6 %) et malgré la hausse de la production d'ovins adultes (+ 6 %). En parallèle, l'excédent commercial des agneaux vivants s'améliore, la France ayant réduit ses importations de façon plus marquée que ses exportations. En 2017, la demande intérieure en viande ovine continue de reculer. En baisse constante depuis 2009, les importations de viande se stabilisent mais leur part, majoritaire dans la consommation intérieure s'accroît légèrement. Malgré un repli plus marqué qu'à l'accoutumée en début d'année, les cours des agneaux augmentent en moyenne sur l'ensemble de l'année 2017 (+ 1,8 % sur un an), le marché ayant favorisé une remontée des prix à partir du mois de mai. Début 2018, les cotations s'établissent nettement au-dessus de celles de 2017.

En 2017, repli de la production ovine

Après les baisses de 2012 à 2015 suivies d'une brève reprise en 2016, la production ovine totale française se tasse en 2017, tant en têtes (- 0,6 %) qu'en poids (- 0,9 %). Elle s'inscrit dans la tendance à la baisse constatée depuis 2000 : - 25 % en têtes et - 23 % en poids, soit - 1,7 % en moyenne annuelle, en têtes, et - 1,5 % en poids (graphique 1).

Graphique 1 - Entre 2000 et 2017, recul de 23 % de la production ovine en poids



Source : Agreste

Tableau 1 - En 2017, repli de 0,6 % de la production ovine en têtes sur un an

Million de têtes		2 000	2016	2017	2017/2016 (%)
Agneaux	Abattages d'agneaux (a)	5,428	3,737	3,632	-2,8
	Exportations (b)	0,525	0,422	0,410	-2,9
	Importations (c)	0,678	0,235	0,180	-23,5
	Production d'agneaux (a+b+c)	5,275	3,925	3,862	-1,6
Ovins adultes	Abattages d'agneaux (d)	0,638	0,556	0,571	2,6
	Exportations (e)	0,202	0,046	0,057	25,3
	Importations (f)	0,151	0,035	0,028	-21,6
	Production d'agneaux (d+e+f)	0,690	0,567	0,600	6,0
Production ovine totale		5,965	4,491	4,463	-0,6

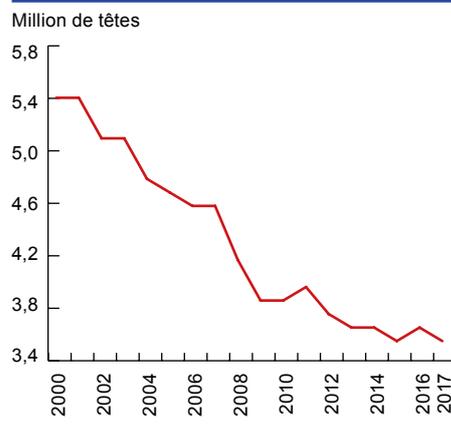
Source : Agreste - DGDDI

La production ovine française est constituée à près de 90 % d'agneaux. En têtes, la production d'agneaux recule de 1,6 % en 2017 par rapport à 2016, alors que celle d'ovins adultes s'accroît de 6 % (tableau 1). Depuis 2000, elles sont en revanche, toutes les deux en repli, respectivement de 27 % et 13 %.

Repli des abattages d'agneaux en 2017

Après un léger rebond en 2016, les abattages d'agneaux se contractent à nouveau en 2017 (- 2,8 %) à plus de 3,6 millions de têtes (graphique 2). Entre 2000 et 2013, les

Graphique 2 - Depuis 2010, chute d'un tiers des abattages d'agneaux



Source : Agreste

abattages d'agneaux ont régulièrement reculé (- 1,7 million de têtes, soit - 3 % en moyenne par an sur la période) pour se stabiliser ensuite de 2014 à 2015. Les abattages se sont ainsi réduits de près d'un tiers en 17 ans. Cette baisse s'inscrit dans un contexte de diminution du cheptel reproducteur français : d'abord au rythme de 2 % en moyenne annuelle entre 2000 et 2013, puis de 1 % entre 2014 et 2017. En 2017, les tonnages évoluent de façon comparable aux têtes, le poids moyen des agneaux abattus se maintenant à 18,1 kg par carcasse, sur l'année.

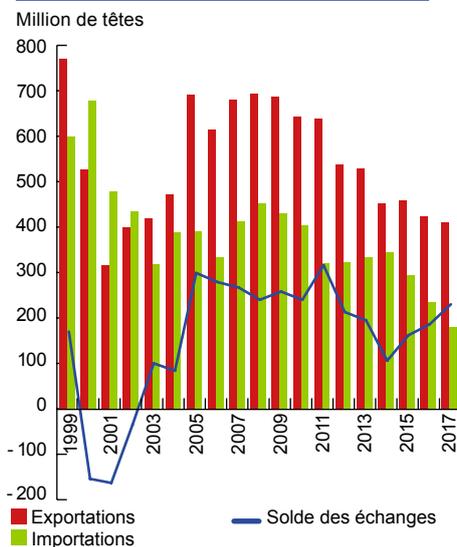
Quant aux abattages d'ovins adultes, ils poursuivent le redressement amorcé en 2014 après le repli de 2003 à 2013. Ils s'accroissent de 2,6 % en têtes et un peu moins en tonnage (+ 2,1 %), le poids moyen des animaux abattus ayant diminué. Sur l'ensemble de la période 2000-2017, les abattages baissent de 67 000 têtes, soit - 0,7 % en moyenne annuelle en têtes) et de 900 tec, soit - 0,3 % par an en poids.

L'amélioration de l'excédent des échanges extérieurs d'agneaux vivants se poursuit

Après une baisse quasiment constante entre 2011 et 2014, l'excédent commercial d'agneaux vivants (231 000 têtes) s'accroît en 2017 pour la

troisième année consécutive grâce à une baisse des importations supérieure à celle des exportations (graphique 4). Il tend à se rapprocher de son plus haut niveau enregistré en 2011.

Graphique 4 - En 2017, l'excédent commercial d'agneaux vivants continue de croître



Source : DGDDI (Douanes)

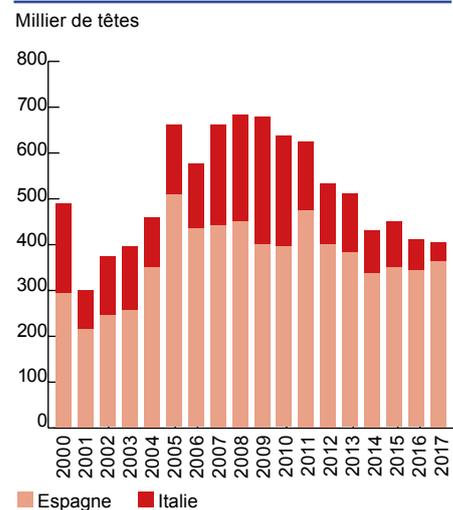
En 2017, repli des exportations d'agneaux vivants

En diminution depuis le pic de 2008 (- 6 % en moyenne annuelle sur la période 2008-2016), les exportations françaises d'agneaux vivants (89 % de exportations d'ovins vivants) reculent de

nouveau (- 2,9 %) en 2017 à 410 000 têtes (graphique 5). Plus de 85 % des exportations d'agneaux vivants se font sur la période de novembre à janvier, avec un pic en décembre et concernent des agneaux de lait, d'un poids moyen vif d'environ 12 kg/tête. Ces animaux proviennent d'exploitations laitières des bassins de production des fromages d'appellation Roquefort et Ossau-Iraty et sont traditionnellement destinés au marché espagnol où ils sont consommés au moment des fêtes de Noël et de Pâques. Le repli des ventes depuis 2008 représente 280 000 agneaux de moins vendus par la France et qui sont dès lors engraisés en France.

Jusqu'en 2011, les exportations françaises d'agneaux étaient presque exclusivement dirigées vers l'Union européenne, en particulier l'Italie et l'Espagne. Entre 2011 et 2014, de nouveaux débouchés sont apparus vers les pays tiers (Liban et Libye), représentant jusqu'à 3 % des exportations totales d'agneaux vivants en 2014. À compter de 2015, les ventes se recentrent sur l'Espagne et l'Italie, avec en 2017 respectivement 88 % et 10 % des exportations d'agneaux, les ventes à destination des pays tiers représentant moins de 1 % du total. Si, en 2017, les ventes vers l'Espagne augmentent (+ 6 %), celles vers l'Italie reculent de 37 % (- 25 000 têtes). Sur ce marché, les contraintes liées à la présence de la fièvre catarrhale ovine sur le territoire français et la concurrence des agneaux roumains ont limité les ventes.

Graphique 5 - Recul des exportations françaises d'agneaux vers l'Italie



Source : DGDDI (Douanes)

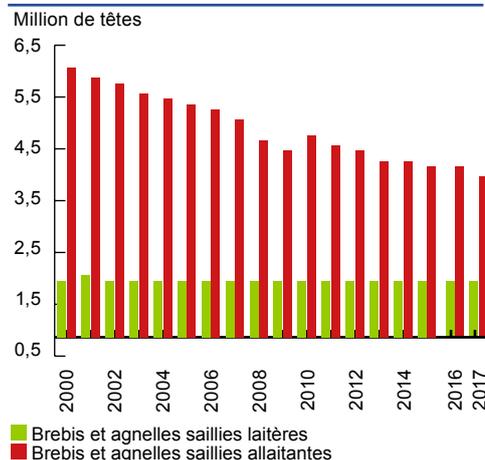
Le recul du cheptel ovin français continue en 2017

Entre 2000 et 2017, le cheptel ovin français se replie de 26 %, passant de 9,3 millions de têtes à 6,9 millions de têtes (graphique 3). La baisse concerne le cheptel ovin viande, le cheptel laitier se maintenant, quant à lui, quasiment au même niveau depuis 2000. Les effectifs de brebis et agnelles «allaitantes» ont reculé de 36 % entre 2000 et 2017 tandis que ceux de brebis et d'agnelles laitières ont comparativement peu évolué sur la période (- 1,7 %).

Sur la période 2000-2017, les cheptels ovins diminuent également dans les autres principaux pays producteurs de l'Union européenne : en Espagne (- 35 %), en Grèce (- 8 %), en Irlande (- 13 %) et au Royaume-Uni (- 11 %). La France détient le 6^e troupeau le plus

important de l'UE, au même niveau que l'Italie. Le Royaume-Uni occupe la 1^{ère} place, suivi de loin par l'Espagne, la Roumanie et enfin la Grèce.

Graphique 3 - Entre 2000 et 2017, baisse régulière des effectifs ovins allaitants français

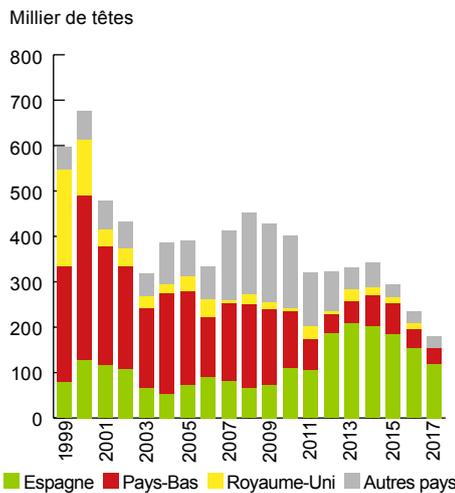


Source : Eurostat

En 2017, les importations françaises d'agneaux vivants reculent fortement

En 2017, à l'image des fortes baisses enregistrées depuis 2015, les importations d'agneaux vivants chutent d'un quart par rapport à 2016 (*graphique 6*). En tête des pays alimentant en agneaux vivants le marché français jusqu'en 2010, les Pays-Bas cèdent progressivement la place, à partir de 2009, à l'Espagne qui devient, à partir de 2012 le premier fournisseur d'ovins en France. En 2017, les deux tiers des agneaux vivants achetés par la France proviennent d'Espagne. Les achats se font tout au long de l'année, avec cependant un pic à Pâques et durant l'été avant la fête de l'Aïd el-Kébir (en septembre). Il s'agit d'agneaux plus âgés, de plus de 25 kg vif par tête, en moyenne. Depuis 2013, les importations en provenance d'Espagne sont néanmoins en repli (- 13 % en moyenne annuelle).

Graphique 6 - Net repli des importations françaises d'agneaux vivants

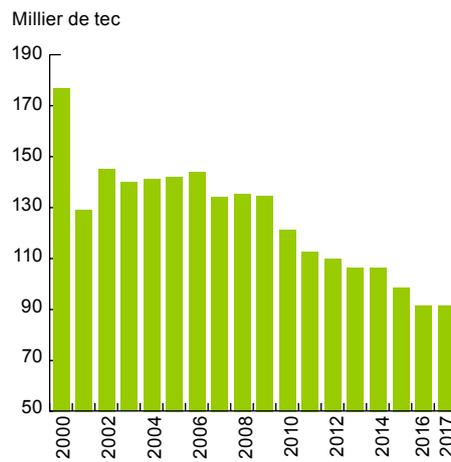


Cette baisse survient dans un contexte de recul de 40 % des effectifs de femelles de souche du cheptel ovin espagnol entre 2000 et 2014 (de 18,8 millions de têtes à 11,3 millions de têtes). Depuis 2015, le troupeau s'est stabilisé à 11,5 millions de têtes. En 2017, le Royaume-Uni n'alimente plus la France en agneaux tandis que la Roumanie revient sur le marché français avec 1,6 % de part de marché, après avoir pesé entre 5 et 9 % jusqu'en 2015.

Les importations de viande ovine se maintiennent

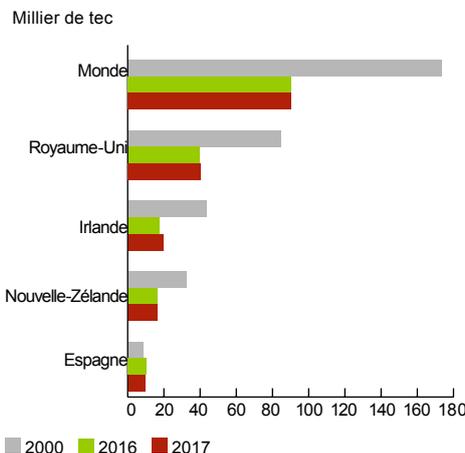
Après une baisse quasiment continue depuis 2009, les importations de viande ovine se maintiennent en 2017 en volume au niveau de 2016, à 92 000 tec (*graphique 7*), tout en progressant légèrement en valeur, sur un an (+ 0,6 %). En revanche, elles reculent de 48 % en volume et de 13 % en valeur par rapport à 2000.

Graphique 7 - En repli régulier depuis 2009, les importations de viande ovine se maintiennent en 2017



En 2017, les importations françaises en provenance du Royaume-Uni et d'Irlande, premier et second fournisseurs (*graphique 8*), s'accroissent sur un an (respectivement de 2,5 % et 11,7 %). À l'inverse, les achats à la Nouvelle-Zélande et à l'Espagne baissent (respectivement - 1,7 % et - 12 %). En 2017, bénéficiant

Graphique 8 - En 2017, le Royaume-Uni et l'Irlande augmentent leurs ventes de viande ovine vers la France

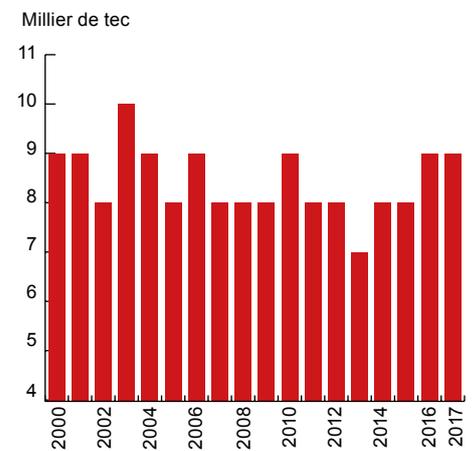


de la dépréciation de la livre sterling par rapport à l'euro, les ventes de viande ovine du Royaume-Uni augmentent vers les pays de l'UE (+ 13,2 % en poids et + 9 % en valeur sur un an). La France reste le principal débouché de ce pays, devant l'Allemagne et la Belgique.

En hausse depuis 2014, les exportations françaises de viande ovine retrouvent leur niveau de 2010

Confirmant la reprise amorcée en 2014, les exportations françaises de viande ovine sont dynamiques en 2017 (+ 5,7 % sur un an) (*graphique 9*).

Graphique 9 - Hausse des exportations de viande ovine depuis 2014



Elles retrouvent le niveau atteint en 2010 avant le repli entre 2011 et 2013. Portant sur de faibles volumes (9 300 tec), les ventes se font à plus de 90 % au sein de l'UE, surtout vers l'Italie et le Royaume-Uni. Les volumes s'accroissent respectivement de 2,7 % et 20 % sur un an, atteignant 3 500 tec vers l'Italie et 1 231 tec vers le Royaume-Uni.

Toujours moins de viande ovine consommée en France

À l'image des autres viandes de boucherie, la consommation française de viande ovine calculée par bilan continue de reculer en 2017 (- 1,3 %) (*graphique 10*). La France importe plus de la moitié de la viande ovine qu'elle consomme et cette part (56,1 %) s'accroît légèrement (+ 0,7 point) dans un contexte de tendance au repli depuis 2010.

La baisse de la consommation calculée est confirmée par les résultats du panel

Graphique 10 - En 2017, la part des importations de viande augmente dans la consommation



Source : Agreste - DGDDI

Kantar réalisé pour FranceAgriMer portant sur les achats de viande ovine par les ménages français. En 2017, les achats en volume (47 000 t contre 48 900 t en 2016) reculent de 4 % en un an et de 39 % en dix ans. En valeur, le repli est du même ordre de grandeur (- 4,5 %), et s'inscrit dans une tendance à la baisse depuis 2007. La proportion de ménages achetant de la viande ovine continue de diminuer : 48,5 % en 2017, après 49,5 % en 2016 et 53,6 % en 2014.

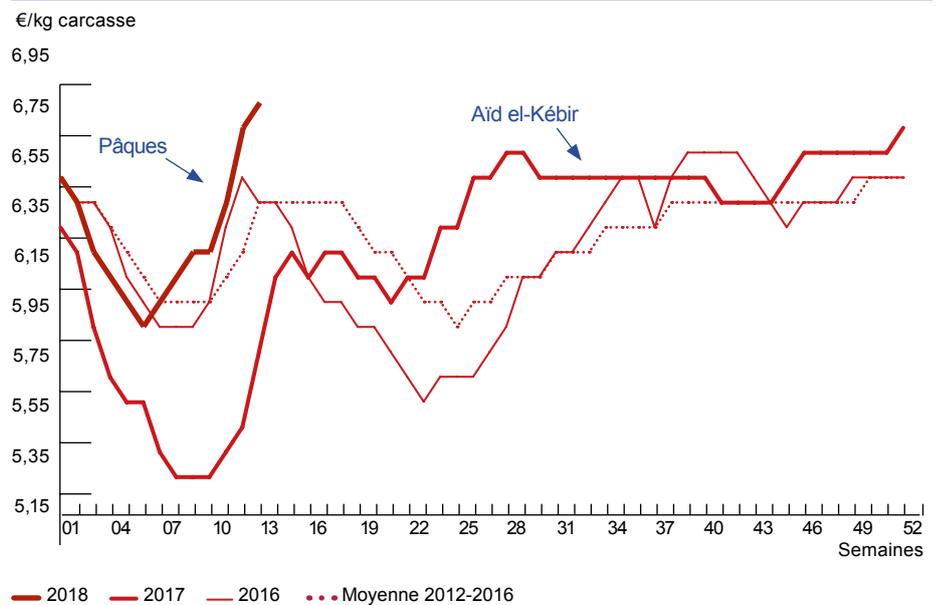
En 2017, embellie des cours de l'agneau qui se prolonge début 2018

À 6,21 €/kg carcasse en moyenne en 2017, le cours de l'agneau dépasse de 1,8 % celui de 2016 tout en demeurant en léger repli (- 0,8 %) par rapport aux prix moyens sur la période 2012-2016 (graphique 11).

Entre les fêtes de fin d'année et de Pâques, alors que la consommation est peu soutenue à cette période, l'augmentation de l'offre d'agneaux issus des ateliers d'engraissement des bassins laitiers et la pression plus forte des importations en provenance du Royaume-Uni ont fait chuter les cours. À compter de mars, ils ont entamé leur remontée, tirés par la croissance de la demande à l'approche de la fête de Pâques. Après une baisse saisonnière peu marquée, ils sont repartis à la hausse à partir de la fin mai, favorisés par une baisse de disponibilités dans les élevages et une hausse de la demande liée à la fête de l'Aïd el-Kébir (début septembre). Ils se maintiennent ensuite à un niveau élevé jusqu'à la fin 2017, toujours favorisés par le déficit d'offre nationale.

L'année 2018 débute avec des cours des agneaux nettement supérieurs à ceux de 2017. Après la baisse saisonnière limitée des premières semaines, ils progressent fortement à partir de mi-février à l'approche de Pâques (1^{er} week-end du mois d'avril).

Graphique 11 - Des cours de l'agneau en net repli jusqu'en avril 2017 et qui remontent ensuite



Source : FranceAgriMer

Sources

Effectifs d'animaux

Les données sont issues des enquêtes réalisées par le SSP, chaque année au 1er novembre, auprès d'un échantillon d'exploitations d'élevage ovin. Pour l'année 2010, les données sont issues du Recensement Agricole qui a porté sur l'ensemble des exploitations françaises.

Abattages CVJA

Les données concernant les abattages sont exprimées en nombre (tête) et en poids (tec). Il s'agit des ovins abattus dans les abattoirs publics ou industriels, contrôlés par les services vétérinaires. Les résultats des abattages bruts sont corrigés en appliquant des coefficients de variation journalière d'abattage (CVJA) afin de tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois, le mois précédent ou le mois suivant. Les données sont collectées, tous les mois auprès de l'ensemble des abattoirs par le Service de la statistique et de la prospective.

Production ovine

La production d'agneaux CVJA correspond aux abattages d'agneaux CVJA auxquels on ajoute les exportations d'agneaux vivants et on retranche les importations d'agneaux vivants. Au sens de la DGDDI (Douanes), les exportations et importations d'agneaux vivants concernent les échanges d'ovins vivants âgés de moins d'un an et non destinés à la reproduction. La production d'ovins adultes est calculée en ajoutant aux abattages CVJA d'ovins adultes, les exportations d'ovins vivants de plus d'un an (à l'exclusion des animaux reproducteurs de race pure) et en retranchant les importations d'ovins adultes vivants.

La production totale ovine est la somme de la production d'agneaux et de la production d'ovins adultes.

Consommation apparente de viande ovine

La consommation calculée par bilan de viande ovine correspond aux abattages totaux d'ovins (en tec) CVJA auxquels on ajoute les importations de viande ovine et on retranche les exportations de viande ovine.

Tonne équivalent carcasse (Tec)

Il s'agit d'une unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. On applique au poids brut un coefficient propre à chaque forme du produit.

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture – Bulletin » pour les séries chiffrées.
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de Boucherie-Ovins » pour les publications mensuelles Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2017, baisse des effectifs ovins en France » - Infos rapides n°2018-033 - mars 2018
- « En 2016, redressement de la production ovine » - Synthèse Animaux de boucherie n°2017/307 - juin 2017
- « 2015 : une production d'agneaux en hausse pour la seconde année consécutive » - Synthèse Animaux de boucherie n°2016/282 - mai 2016
- « Malgré une baisse continue du cheptel ovin, le recul de la production est plus modéré en 2014 » - Synthèse Animaux de boucherie n°2015/270 - juin 2015

Références des synthèses

Synthèses

En 2017/2018, l'importance de l'offre mondiale et la concurrence internationale pèsent sur les cours des graines

Grandes cultures

5 J.-M. Pognat

En 2017/2018, en France et dans l'UE, les exportations de sucre bondissent suite à des productions records de betteraves

Grandes cultures

11 T. Champagnol

La faiblesse des récoltes dans l'UE favorise les exportations françaises et la hausse des cours de la pomme

Fruits

17 L. Bernadette

En 2017, le dynamisme des exportations françaises de viande porcine vers l'Italie ne compense qu'en partie la contraction de la demande chinoise

Animaux de boucherie

21 C. Ugliera

En 2017, léger repli de la production ovine

Animaux de boucherie

31 M.-A. Lapuyade

Organismes et abréviations

39

Pour en savoir plus

41

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 5/11, juin 2018
Animaux de boucherie - Ovins, n° 5/11, juin 2018
Animaux de boucherie - Porcins, n° 5/11, juin 2018
Abricot, n° 1/4, mai 2018
Aviculture, n° 6/11, juin 2018
Bois et dérivés, n° 1/2, avril 2018
Carotte, n° 3/3, avril 2018
Cerise, n° 1/3, mai 2018
Chicorée, n° 4/4, avril 2018
Chou-fleur, n° 4/4, mai 2018
Climatologie, n° 6/12, juin 2018
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 4/12, mai 2018
Coûts de production, n° 5/10 mai 2018
Endive, n° 3/4, avril 2018
Fraise, n° 1/3, mai 2018
Grandes cultures, n° 4/10, juin 2018
Laitue, n° 3/4, avril 2018
Pêche, n° 1/5, mai 2018
Prairies, n° 2/7, juin 2018
Prix agricoles et alimentaires, mai 2018
Stocks Pommes-Poires, n° 4/5, mai 2018
Tomate, n° 1/4, mai 2018

M.-A. Lapuyade
M.-A. Lapuyade
C. Ugliera,
L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts
C. Ugliera
G. Astrié
S. Bernadet
L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts
S. Bernadet
S. Bernadet
M. Le Turdu
T. Champagnol
A. Lavergne
S. Bernadet
S. Bernadet
J.-M. Pognat
S. Bernadet
L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts
M. Simonovici
A. Delort
L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts
S. Bernadet

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

ORGANISMES

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique
Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CSA : China sugar association
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPE : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Iso : International sugar organization
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
PMA : Pays les moins avancés
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
lpa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.rnm.franceagrimer.fr/

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP
Dépot légal : À parution
© Agreste 2018

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Numéro 2 - juin 2018

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Prix : 7,00 €